



PROJET D'AMELIORATION DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION
DANS LES SECTEURS AGRICOLE ET DES MINES (PAFISAM)

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

RAPPORT

ATELIER DE LANCEMENT OFFICIEL DU PROCESSUS DE FORMULATION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE FORMATION AGRICOLE ET RURALE (SNFAR) DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

MAMOU, les 19, 20 et 21 février 2018

Equipe du Réseau FAR

Pierre-Blaise ANGO

Khalid BELARBI

Jacques AYITE

Abdoulaye YEYE

Abdou Khadre FALL

Sommaire :

Introduction.....	3
1. OBJECTIFS DE L'ATELIER	4
2. RESULTATS ATTENDUS DE L'ATELIER	4
3. PARTICIPANTS.....	4
4. ACTIVITES MENEES.....	5
4.1. avant la tenue de l'atelier.....	5
4.2. La cérémonie d'ouverture	5
4.3. COMMUNICATIONS	6
4.3.1. La 1 ^{ère} présentation : Objectifs et programme de l'atelier	6
4.3.2. La 2 ^{ème} présentation : éléments de diagnostic sur l'agriculture guinéenne.....	7
4.3.3. La 3 ^{ème} présentation : éléments de diagnostic sur la formation agricole et rurale	7
4.3.4. Présentation des expériences de quatre pays sur la FAR.....	8
4.4. PRESENTATION DE LA SYNTHESE DES REPONSES AU QUESTIONNAIRE	10
4.5. SYNTHESE DES TRAVAUX EN COMMISSIONS SUR LA REFORMULATION DE LA VISION, DES FINALITES ET DES PRINCIPES DIRECTEURS DE LA SNFAR EN GUINEE.	11
4.6. SYNTHESE DES TRAVAUX DES DIFFERENTS GROUPES THEMATIQUES à ENAE/Tolo	13
4.7. LA MISE EN PLACE DES ORGANES ET LEURS ATTRIBUTIONS.....	14
4.8. UNE FEUILLE DE ROUTE EST ELABOREE.....	15
4.9. RECOMMANDATION DE L'ATELIER.....	18
4.10. LES PROCHAINES ETAPES	18
CONCLUSION	19
ANNEXE	20

INTRODUCTION

Dans le cadre du lancement officiel du processus de formulation de la Stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR) de la République de Guinée, tous les acteurs de la FAR se sont retrouvés en atelier à Mamou du 19 au 21 Février 2018.

Ont pris part à cette rencontre, plus de 35 participants impliqués dans la formation agricole et rurale en Guinée représentant les organisations paysannes, les ONG, les représentants des ministères de l'éducation, de l'enseignement technique et supérieur, de l'agriculture, de l'élevage, les directions du ministère de l'enseignement technique de la formation professionnelle de l'emploi et du travail.

Cet atelier a constitué un cadre de réflexion, où, de façon participative, les acteurs du secteur agricole et rural se sont exprimés sur les enjeux et défis de l'agriculture et du système de formation agricole en Guinée. L'objectif visé a été de partager un diagnostic participatif de l'agriculture et du dispositif de formation agricole en Guinée et de proposer une feuille de route devant conduire à l'amélioration dudit dispositif à travers l'élaboration d'une stratégie nationale de la formation agricole et rurale (SNFAR).

L'organisation de cet atelier a eu le mérite d'associer les différentes catégories d'acteurs pour construire une culture commune qui a permis d'adopter une feuille de route consensuelle qui jette les bases d'une collaboration renforcée entre eux, en vue de planifier et conduire en synergie des actions appropriées pour la structuration de l'offre de formation en réponse à la demande économique et sociale. Ceci permettra d'apporter des réponses adéquates à la demande croissante de formation et aux nouveaux besoins en qualification.

En prélude à cet atelier des concertations ont été menées avec les acteurs, un rapide diagnostic sur les enjeux et défis de l'agriculture et de la FAR en Guinée, et, amendé et synthétisé par des experts du Réseau international FAR en présence du président et du Secrétaire exécutif du réseau de Formation agricole et rural (FAR). Les éléments de ce diagnostic ont servi de base aux exposés et travaux en groupes réalisés lors de cet atelier.

Ce rapport présente les principaux résultats. Il comprend le déroulement des travaux, les conclusions tirées des échanges, les grandes lignes de la stratégie à développer pour la rénovation du dispositif de formation agricole et rural. Il comporte aussi en annexe les exposés, les résultats obtenus. Ils permettront la formulation de la stratégie et du plan d'action élaboré, qui seront affinés et présentés par la suite, au gouvernement, aux bailleurs de fonds, et aux parties prenantes pour leur mise en œuvre.

1. OBJECTIFS DE L'ATELIER

L'objectif global attendu était de mettre en place une feuille de route pour la stratégie de développement de la formation agricole et rurale en Guinée qui servira de base pour mobiliser tous les acteurs pour la rénovation du dispositif guinéen de formation professionnelle agricole et rurale. Spécifiquement, il s'agit de mobiliser les acteurs pour :

- Partager et compléter les résultats du diagnostic de la FAR, de ses enjeux et de la capacité du dispositif actuel à y faire face ;
- Définir de façon concertée avec toutes les parties prenantes les axes stratégiques de la SNFAR ;
- Identifier les différents chantiers pour l'élaboration de la SNFAR (élaborer une feuille de route pour la poursuite du processus) ;
- Mettre en place les instances de pilotage du processus d'élaboration (comité de pilotage : composition et rôle ; secrétariat technique : composition et rôle).

2. RESULTATS ATTENDUS DE L'ATELIER

A l'issue de ce processus, il était attendu que :

- Les principales caractéristiques du dispositif actuel ont été partagées ;
- Les enjeux et défis du secteur agricole et de la formation agricole et rurale en Guinée ont fait l'objet d'un consensus entre les participants ;
- Les finalités et les missions du futur dispositif de l'enseignement technique et de formation professionnelle agricole et rurale ont été précisées ;
- Les acteurs des secteurs privés comme publics ont échangé et fait des propositions sur l'approche à adopter pour une véritable refonte globale du dispositif de formation rurale ;
- le cadre méthodologique et chronologique de formulation de la SNFAR est réalisé ;
- Les rôles et responsabilités du comité de pilotage et du secrétariat technique sont précisés ;
- des préconisations sont formulées sur la réforme du CAP / ENAE de Tolo.

3. PARTICIPANTS

L'atelier de Mamou a connu la participation de plus de 35 personnes représentant les différentes parties prenantes du dispositif guinéen :

- structures techniques du ministère de l'enseignement technique de la formation professionnelle de l'emploi et du travail ;
- ministères et structures techniques partenaires ;
- les ENAE et autres structures et centres de formation ;

- la Confédération nationale des organisations paysannes de Guinée (CNOP-G) ;
- les ONG et associations (MFR).

4. ACTIVITES MENEES

4.1. AVANT LA TENUE DE L'ATELIER

Afin d'arriver à l'atelier avec un fond de dossier devant permettre d'orienter les échanges, un travail préparatoire a été mené par le secrétariat technique du ministère avec l'assistance d'une équipe du réseau FAR International. Ces travaux ont permis de produire des documents et supports de travail de base décrivant et analysant les enjeux et défis de l'agriculture et de la FAR, la vision, les finalités et les axes stratégiques de la SNFAR.

4.2. LA CEREMONIE D'OUVERTURE

Les travaux de l'atelier ont été marqués par une cérémonie d'ouverture, des communications, des ateliers et une cérémonie de clôture.

4.2.1. La cérémonie d'ouverture

Elle a été marquée par les trois interventions suivantes :

- Directeur régional de la formation professionnelle ;
- Gouverneur de région de Mamou ;
- Secrétaire général du Ministère de la formation professionnelle, de l'emploi et du travail.

4.2.1.1. Directeur régional du ministère de l'enseignement technique de la formation professionnelle de l'emploi et du travail

Dans son intervention, le directeur régional de la formation professionnelle a souhaité la bienvenue aux participants au nom de toutes les instances de la formation professionnelle. Il s'est réjoui du choix de sa région pour abriter cet atelier qui va identifier les bonnes pratiques, les grands axes d'intervention, des échanges et l'élaboration d'une feuille de route pour la SNFAR. Il a souligné l'importance de la formation agricole pour répondre aux besoins des producteurs. Enfin, il a salué la présence de tous les acteurs et celle du réseau international FAR avant de souhaiter un plein succès aux travaux.

4.2.1.2. Gouverneur de région de Mamou

Dans son intervention, le Gouverneur a souhaité la bienvenue aux participants, il s'est félicité de l'organisation de cet atelier qui va « booster » la production agricole de la Guinée, il a remercié l'AFD pour son appui technique et financier.

4.2.1.3. Secrétaire général du ministère de l'enseignement technique de la formation professionnelle de l'emploi et du travail

Dans son intervention, le secrétaire général est revenu sur le processus entamé par son département depuis juillet 2017 lors de l'Assemblée Générale avec l'appui de l'expertise du réseau international FAR. Il a saisi l'occasion pour remercier le réseau international FAR. Il est revenu sur les objectifs de l'atelier et a donné des orientations pour que l'ensemble des acteurs (les professionnels, les services techniques des ministères) trouvent un consensus des activités à mener, clarifier les rôles et l'engagement des acteurs dans l'élaboration de la SNFAR. Il a ensuite évoqué le rôle de la FAR dans l'emploi des jeunes et la productivité agricole en Guinée. Il a enfin remercié les partenaires et invité les participants à produire des réflexions constructives en vue de faire asseoir un dispositif fort et viable répondant aux besoins du présent et du futur avant de déclarer ouvert l'atelier.

4.3. COMMUNICATIONS

Les communications ont porté sur : (i) la présentation et l'analyse des enjeux et défis de l'agriculture Guinéenne ; (ii) la présentation et l'analyse des enjeux et défis de la FAR ; (iii) le partage des expériences développées au Togo, au Burkina Faso, Sénégal et du Cameroun dans le cadre de la mise en place de la stratégie nationale de la formation agricole et rurale (SNFAR).

4.3.1. La 1^{ère} présentation : Objectifs et programme de l'atelier

Elle a été faite par Monsieur Khalid BELARBI, le Secrétaire Exécutif du Réseau International FAR, Directeur des Instituts de Régions Chaudes (IRC) de Montpellier SupAgro.

Sa présentation a porté sur les objectifs spécifiques, les résultats attendus de l'atelier. Sa présentation se structure à trois niveaux : en amont, au cours et en aval de l'atelier.

- il a pris soin d'expliquer aux participants tout le travail qui a été fait en amont de cet atelier de MAMOU, une véritable co-construction qui a consisté à réaliser un diagnostic sur les enjeux et défis de l'agriculture et de la FAR en Guinée par le secrétariat technique du ministère de la formation professionnelle. Ce diagnostic a fait l'objet des amendements, des synthèses de la part des membres du Réseau International FAR.
- Il est revenu sur ce qui va être fait au cours de l'atelier à savoir : le dialogue, le partage et l'enrichissement des enjeux et défis du diagnostic sur l'agriculture et la FAR en Guinée ; le partage de la vision, des missions et des axes stratégiques de la SNFAR ; la co-construction de la feuille de route ; la définition des rôles du comité de pilotage et du secrétariat technique de la SNFAR.

- En aval de l'atelier, la poursuite de la concertation et de la coordination par le comité et secrétariat technique afin d'élaborer le document final de la SNFAR et l'adoption de son plan d'action par le Gouvernement.

4.3.2. La 2^{ème} présentation : éléments de diagnostic sur l'agriculture guinéenne

Cette présentation est faite par M. GILBERT ANDEGA de la Confédération Nationale des organisations Paysannes de la Guinée. Elle a concerné les résultats du diagnostic des enjeux et défis de l'agriculture guinéenne.

Les points d'attention après cette présentation ont porté sur les points suivants :

- Ajouter aux causes le déficit de la balance commerciale, l'enclavement des grandes zones de production des produits agricoles ;
- Tenir compte du déséquilibre entre les différents maillons de la FAR : il y a eu plus d'ingénieurs formés que de techniciens et de producteurs ;
- Nécessité de prendre en compte tous les acteurs du secteur agricole (post-primaire, les déscolarisés, les jeunes ruraux, les producteurs, les techniciens, les ingénieurs, etc.) ; Tenir compte dans les éléments de diagnostic de la nouvelle vision du gouvernement qui prend déjà en compte beaucoup de choses (PNSIA 2017-20025) ;
- Nécessité de faire un diagnostic au niveau des producteurs pour identifier leur demande en formation ;
- Il faut prendre en compte dans les éléments de diagnostic le volet insertion ;
- Les vivriers ne doivent pas être en conflit avec les cultures d'exportation car les cultures vivrières sont aussi marchandes et peuvent faire l'objet d'exportation ;
- Tenir compte dans les éléments de diagnostic, en plus de la pêche artisanale, de la pêche industrielle et du développement de la pisciculture ;
- Nécessité de mettre en place un système pour attirer les jeunes vers l'agriculture, ce qui doit passer par la valeur ajoutée des produits agricoles (aller à l'agroalimentaire, agro-industrie) ;
- Faire ressortir le lien entre le secteur minier et l'agriculture ; il y a un effet d'entraînement évident.

4.3.3. La 3^{ème} présentation : éléments de diagnostic sur la formation agricole et rurale

Cette présentation réalisée par M. Alphaba BAYO du ministère de l'enseignement technique de la formation professionnelle de l'emploi et du travail. Cette présentation a porté sur les résultats du diagnostic du dispositif de la formation agricole et rural pour répondre aux questions que se pose le gouvernement guinéen concernant l'adéquation de l'offre de formation agricole au regard des enjeux du développement économique du monde rural.

Les préoccupations des participants après la présentation ont porté sur les points suivants :

- Rectifier dans les éléments de diagnostic que toutes les ENAE ont un plan quinquennal ;
- La question genre n'a pas suffisamment été prise en compte dans les faiblesses ;
- Il y a nécessité d'harmoniser et réactualiser les données statistiques dans les éléments de diagnostic ;
- Le retard dans la décision de rénovation de la FAR est une faiblesse ;
- Nécessité pour les ENAE de faire la promotion (publicité) en début d'année ;
- Nécessité de tenir compte des ONG dans la FAR, dans les éléments de diagnostic (exemple des maisons familiales rurales), et la reconnaissance de leurs apprenants qui sortent de ces écoles des communautés ;
- Faire en sorte que les programmes doivent prendre de façon spécifique, les besoins des régions ;
- Nécessité de prendre en compte l'implication des professionnels ;
- Dans l'utilisation des chiffres, il faut mettre l'accent sur les données de la FAR ;
- Le PAFISAM annonce aux ENAE qu'il a une ligne pour les appuyer à faire une communication autour des centres ;
- Mentionner dans les éléments de diagnostic, la non exploitation des terres arables disponibles qui motive la nécessité d'aller à la rénovation de la FAR.

4.3.4. Présentation des expériences de quatre pays sur la FAR

4.3.4.1 BURKINA FASO

L'expérience du Burkina en matière d'élaboration de la SNFAR a été partagée par Monsieur Abdoulaye YEYE, membre du Réseau FAR, Coordonnateur du projet EFTPA/PDDAA/GIZ au Burkina Faso.

Après sa présentation, les questions posées par les participants sont entre autres :

- Comment s'est fait la mise en relation des acteurs de la FAR ;
- Quelle stratégie de communication ;
- Comment les CFAR peuvent être attractifs ;
- La démarche à adopter par les centres pour permettre aux étudiants d'être en contact avec le milieu paysan ;
- Explication du système Y développé dans la SNFAR du Burkina ;
- Combien de temps a pris l'élaboration de la SNFAR et ce qu'elle a apporté aux centres de formation ;
- Comment la SNFAR a été financée ?
- Comment s'est fait l'encrage ?
- Commentaire sur les trois blocs qui ont été développés au Burkina.

4.3.4.2 TOGO

Jacques AYITE, animateur régional réseau FAR, responsable de la composante Appui institutionnel de la FAR du projet SAFARI au Togo, a partagé avec les participants, le

processus de rénovation du dispositif de formation agricole et rurale (FAR) au TOGO qui a abouti à l'élaboration de leur SNFAR.

Après sa présentation, les questions posées par les participants sont entre autres :

- Précision sur les 47 centres mentionnés dans la présentation, s'agit-il des centres de formation agricole et rurale seulement ;
- Les métiers porteurs identifiés, comment a été fait le choix ? ce qui a motivé les centres privés à aller dans la FAR ;
- Comment se fait la coordination entre la direction de la formation agricole et rurale et les autres directions de la formation ?

4.3.4.3. SENEGAL

Monsieur Abdou Khadre FALL, animateur régional réseau FAR, Enseignant chercheur à l'Université de Thiès au Sénégal, a partagé avec les participants, les étapes de la rénovation du dispositif de la FAR au Sénégal. Les différentes étapes sont :

- mise en place du comité national;
- mise en place du comité des bailleurs de fonds;
- Mise en place des cinq comités régionaux et des deux comités horizontaux;
- élaboration des plans régionaux et horizontaux;
- élaboration plan stratégique national de la FAR ;
- colloque national : plan stratégique national de la FAR (validation) ;
- Mise en place de comité sectoriel technique pour la mise en œuvre.

Il s'est agi pour le Sénégal de « Former les acteurs d'une nouvelle économie agricole et rurale: Orientations et stratégies de formation à l'horizon 2015 »

Des études et analyses ont porté sur :

- L'approche démographique ;
- L'analyse historique des politiques publiques et de la FAR ;
- L'analyse diagnostique de la FAR ;
- L'analyse prospective de la FAR face aux défis alimentaires, démographiques et d'insertion: horizon 2025 ;
- La propositions d'orientation et de perspectives FAR.

La SNFAR du Sénégal repose sur 4 axes stratégiques qui sont :

1. généraliser en milieu rural l'éducation de base et assurer à tous les ruraux l'accès à l'alphabétisation ;
2. répondre aux besoins de formation professionnelle des ruraux dans tous les domaines ;

3. renforcer, adapter et mieux articuler les formations secondaires supérieures existant entre elles et avec celles destinées aux ruraux ;
4. réguler l'ensemble des institutions publiques et privées de formation agricole et rurale

Les préoccupations des participants à la fin de sa présentation ont portés sur :

- Comment le problème foncier a été traité au Sénégal ?

4.3.4.4 CAMEROUN

Monsieur Pierre-Blaise ANGO, Président du réseau FAR, coordonnateur du programme AFOP Cameroun, a partagé l'expérience de son pays : appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle agricole (AFOP) et les résultats obtenus par ce programme.

Les préoccupations des participants à la fin de sa présentation sont entre autres :

- Comment le recrutement est fait dans les centres (les acteurs du territoire sont impliqués) ?
- Les critères de recrutement dans ces centres ?
- Les différentes reconnaissances pour attirer les jeunes vers l'agriculture.

Il faut rappeler que toutes les questions posées par les participants ont trouvés des réponses de la part des différents présentateurs.

Une synthèse de la journée a été faite par Khalid BELARBI.

4.4. PRESENTATION DE LA SYNTHESE DES REPONSES AU QUESTIONNAIRE

Il faut rappeler que dans le cadre des préparatifs de la tenue de l'atelier de formulation de la stratégie nationale de formation agricole et rurale en Guinée, un questionnaire a été adressé aux acteurs des différents Ministères Techniques, des organisations Professionnelles Agricoles (OPA), des Institutions de formation et des ONG.

Cette présentation a été faite par M. Gilbert ANDEGA de la confédération des organisations paysannes et a porté sur des concepts, notions et étapes clés de la FAR pour une harmonisation des compréhensions.

A la fin de cette présentation, les participants sont allés en groupe de travail pour compléter les enjeux et défis de l'agriculture/FAR guinéenne, reformuler la vision, les finalités et les principes directeurs de la SNFAR sur la base des solutions initialement identifiées, proposer des améliorations pour les axes stratégiques et donner des orientations de la SNFAR.

Deux groupes sont constitués à cet effet en raison de 20 personnes chacun avec des consignes précises.

Dans l'après-midi, les participants se sont rendus à l'ENAE de Tolo pour visiter cette école. Afin de rendre utile cette sortie et mettre à profit cette visite, cinq groupes thématiques ont été constitués. Il s'agit des ateliers pédagogiques ; le partenariat ; la gouvernance ; la pédagogie et curricula ; l'organisation de la vie des apprenants. Les participants avaient droit à une présentation sur l'historique de l'école faite par la directrice de cette école, une visite des activités de production, un échange avec la direction, les formateurs et les apprenants. En fin de journée, le Réseau International FAR a présenté aux participants une vidéo réalisée au Cameroun sur l'élaboration d'un projet de centres/établissement. Cette vidéo a fait ressortir l'importance d'un projet de centre. En effet, ce document de référence est un outil de planification des activités, de négociation et de pilotage des activités des centres de formation. Cette vidéo a suscité beaucoup d'intérêts chez les participants. Les questions posées après cette vidéo ont porté entre autres sur la différence entre un projet de centre et un projet d'établissement.

4.5. SYNTHÈSE DES TRAVAUX EN COMMISSIONS SUR LA REFORMULATION DE LA VISION, DES FINALITÉS ET DES PRINCIPES DIRECTEURS DE LA SNFAR EN GUINÉE.

La synthèse de ces travaux a été débattue et consolidée lors de la restitution et ont permis par la suite de faciliter l'émergence d'un consensus sur les approches, les stratégies, et procédures à adopter dans la rénovation du dispositif de formation.

VISION

« D'ici 2028 le secteur agricole et rural dispose d'un capital humain compétent dans tous les domaines de production et dans les activités connexes en amont et en aval. »

FINALITÉS

La même démarche a été adoptée pour arriver à un consensus sur les finalités suivantes :

- *Développer une agriculture durable et performante ;*
- *Contribuer à l'autosuffisance et la sécurité alimentaire tout en améliorant le revenu des exploitations familiales ;*
- *Développer une agriculture compétitive et ouverte sur le marché extérieur ;*
- *Aboutir une agriculture qui crée de l'emploi, freine l'exode rural et la migration irrégulière.*

PRINCIPES DIRECTEURS

La même démarche a été adoptée pour arriver à un consensus sur les principes directeurs suivants :

- *Bâtir une forte interrelation et une logique d'action entre tous les acteurs de la FAR ;*

- *Prendre en compte toutes les activités agricoles et rurales ;*
- *Nécessité d'impliquer les autorités politiques et les responsables des organisations professionnelles pour davantage de visibilité des actions de la FAR ;*
- *Tenir compte de tous les documents de politique stratégiques/orientation se référant au secteur agricole et rural ;*
- *Faire de la FAR un véritable outil de professionnalisation des acteurs du monde rural en faisant de l'agriculture un métier à part entière ;*
- *Mettre en place une organisation/structure pour la formulation, la mise en place et la coordination des activités de la FAR ;*
- *Prendre en compte les spécificités régionales et réduction des disparités régionales ;*
- *Prendre en compte la diversité des acteurs à former (hommes et femmes et handicapés, déscolarisés, post primaires et producteurs, etc.).*

AXES STRATEGIQUES

- ***Axe stratégiques 1 :*** *Renforcement de la gouvernance du dispositif de la FAR en impliquant les différents acteurs et partenaires aux différentes échelles (niveau national, régional et local) ;*
- ***Axe stratégiques 2 :*** *Mise en place d'une ingénierie de la formation au service d'une formation initiale et continue en tenant compte de la demande économique et sociale, de la diversité agro-écologique du pays ;*
- ***Axe stratégiques 3 :*** *Réhabilitation, extension et équipement des établissements existants, création des nouveaux centres de la FAR ;*
- ***Axe stratégiques 4 :*** *Construction et mise en place d'un dispositif pour l'accompagnement et l'insertion socio-professionnelles des jeunes en milieu rural ;*
- ***Axe stratégiques 5 :*** *Construction et mise en place d'un dispositif de formation de formateurs ;*
- ***Axe stratégiques 6 :*** *Mise en place d'un dispositif d'identification et de mobilisation des financements de la FAR ;*
- ***Axe stratégiques 7 :*** *Mise en place d'un dispositif d'information et de communication des activités de la FAR.*

Il faut rappeler qu'il appartient aux cadres guinéens d'approfondir et d'hierarchiser les axes stratégiques proposés par l'atelier.

LES CHANTIERS

Chaque axe identifié a été décliné en chantiers, ainsi :

Axe stratégiques 1 : *Renforcement de la gouvernance du dispositif de la FAR en impliquant les différents acteurs et partenaires aux différentes échelles (niveau national, régional et local) :*

- Analyse de la gouvernance actuelle des différents échelons (organisation, les missions, les textes) ;
- Mise en place d'un comité de pilotage (ministères concernés, les OPA, les différents CFAR, secteurs privés/public) ;
- Cohérence au niveau de la coordination.

Axe stratégiques 2 : *Mise en place d'une ingénierie de la formation au service d'une formation initiale et continue en tenant compte de la demande économique et sociale, de la diversité agro-écologique du pays :*

- Identification et analyse des métiers (agriculteurs,...) : analyse des différents métiers ;
- actuels et futurs de la FAR en lien avec les enjeux et défis ;
- Identification et analyse des différentes compétences ;
- Elaboration des contenus de formation ;
- Choix de la méthodologie pour l'élaboration des programmes et curricula ;
- La cible à différent niveau ;
- Définition des parcours de formation et profils d'entrée ;
- Implantation des programmes dans les centres de formation (établissements) ;
- Validation permanente des programmes au niveau national ;
- Professionnalisation.

Axe stratégiques 4 : *Construction et mise en place d'un dispositif d'installer des jeunes des jeunes en milieu rural :*

- Identification et caractérisation des contraintes ;
- Définition des mécanismes pour faire face aux contraintes ;
- Construction des projets réaliste et réalisables des jeunes.

Pour gagner en temps, l'atelier a jugé bon de laisser les cadres guinéens continuer la déclinaison des axes restants en chantiers.

4.6. SYNTHÈSE DES TRAVAUX DES DIFFÉRENTS GROUPES THÉMATIQUES A ENAE/TOLO

Le rapide diagnostic réalisé lors de la visite des participants à l'ENAE de Tolo au tour de 05 groupes thématiques sur la gouvernance, le partenariat, les curricula, la perception des jeunes de la formation qu'ils reçoivent et la situation des ateliers pédagogiques, a fait l'objet

de restitution en présence de la directrice de cette école sur les éléments saillants, les difficultés rencontrées et les préconisations pour une amélioration des ENAE. Les résultats de ce diagnostic sont annexés à ce rapport. Mais en résumé, l'ENAE dispose de nombreux atouts : un établissement renommé, qui a formé des cadres ; une directrice et un personnel motivés ; des ateliers pédagogiques à fort potentiel. Le projet PAFISAM va les accompagner dans la rénovation des infrastructures et la rédaction des curricula. Il est important de mettre bouchée double sur la SNFAR pour appuyer ces centres à définir les missions.

4.7. LA MISE EN PLACE DES ORGANES ET LEURS ATTRIBUTIONS

L'élaboration de la SNFAR nécessite la mise en place d'un certain nombre d'organes et la définition de leurs missions.

COMITE DE PILOTAGE

Ces différents rôles sont :

- Fixer les orientations
- Valider le programme de processus d'élaboration
- Valider les différents documents produits
- Approuver le budget
- Convoquer le comité de pilotage
- Enrichir et statuer sur les documents à l'atelier de lancer
- Mettre en place les groupes de travail
- Assure l'interface avec les autorités
- Suivre et évalue le processus
- Assurer le plaidoyer

SECRETARIAT TECHNIQUE

Ces différents rôles sont :

- Prépare les sessions des comités de pilotage
- Met en œuvre la démarche de l'élaboration de la SNFAR
- Elaborer le plan d'actions annuel
- Met en place et anime les cadres de concertation
- Elabore le rapport d'activités
- Suivre et évaluer les activités de l'élaboration de la SNFAR
- Elaboration du budget de la SNFAR
- Elaboration des TDR

GROUPE DE TRAVAIL (METHODOLOGUES)

Ces différents rôles sont :

Il sera question de constituer une équipe guinéenne (Task force) à partir du, ou des ministères concernés afin de disposer d'un pool d'experts nationaux, maîtrisant les démarches et outils de l'ingénierie de formation pour :

- Contrôler l'expertise de l'extérieur ;
- Maîtriser la démarche d'élaboration des curricula, des programmes, des parcours, d'organisation, d'animations, d'outils d'évaluation dédiée à la formation agricole et rurale ;
- Renforcer les capacités des acteurs de la formation ;
- Elaborer des TDR.

Les missions de ce groupe doivent être étoffées et le choix des membres qui vont constituer ce pool doit tenir compte des structures clés à enrôler dans le processus (l'Université....).Il serait important de mettre ces membres de ce pool dans de bonnes conditions pour bien faire leur travail.

4.8. UNE FEUILLE DE ROUTE EST ELABOREE

Une feuille de route a été élaborée à partir des axes stratégiques, des chantiers identifiés. Elle reste à peaufiner par les collègues guinéens.

AXES	CHANTIERS	MODALITES	PERIODE	OBSERVATION
<i>Axe stratégique 1 : Renforcement de la Gouvernance du dispositif de la FAR en impliquant les différents acteurs et partenaires aux différentes échelles (niveau national, régional et local)</i>	Analyse de la gouvernance actuelle (structuration, organisation, fonctionnement) aux différents échelons du pays			
	Mise en place d'un comité de pilotage national (Ministères concernés, secteur public et privé, établissement formation, projets et programmes, représentant de la société civile			

Axe stratégique 2 : Mise en place d'une ingénierie de la formation au service d'une formation initiale et continue en tenant compte de la demande économique et sociale, de la diversité agro-écologique du pays	<p>Identification et analyse des métiers actuels et futurs de la FAR en rapport avec les enjeux et défis</p> <p>du secteur agricole et rural</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Revue biblio • Etude métiers 	6 mois à partir de mois de MARS 2018	<p>Auprès de différentes demandes économique, sociale, acteurs et territoires</p> <p>(TDR préparé par le GT et ST), en attendant les résultats de cette étude l'atelier recommande de commencer par le métier d'exploitant agricole</p>
	Elaboration de curricula de formation	Groupe de travail (Ateliers d'élaboration et de validation)		
	Définition des parcours de formation et de profils d'entrée	Groupe de travail (Ateliers d'élaboration et de validation)		
	Implantation des programmes dans les établissements	Adaptation des Centres au nouveau programme		
	Processus de validation permanente			
Axe stratégique 3 :				

<i>Réhabilitation, extension et équipement des établissements existants, création des nouveaux centres de la FAR;</i>				
Axe stratégique 4 : <i>Construction et mise en place d'un dispositif pour l'accompagnement et l'insertion socio-professionnelle des jeunes en milieu rural;</i>	Identification et caractérisation des contraintes liées à l'installation	Etude		Stages d'étudiants en mémoire de fin d'étude, expertise nationale
	Définition des mécanismes favorables d'installation des jeunes et pour faire face aux contraintes soulevées			
Axe stratégique 5: <i>Construction et mise en place d'un dispositif de formation de formateurs;</i>	Référentiels de formation des formateurs	Atelier		
	Bilan des compétences des formateurs	Test		
	Plan de formation	Atelier		
	Identification des			

	structures de formation des formateurs			
	Constitution d'un pool de formation des formateurs			
	Formation	Formation-action		Certification
	<i>Axe stratégique 6: Mise en place d'un dispositif d'identification et de mobilisation des financements de la FAR;</i>			
	<i>Axe stratégique 7: Mise en place d'un dispositif d'information et de communication des activités de la FAR;</i>			

4.9. RECOMMANDATION DE L'ATELIER

L'atelier a recommandé qu'il ne faille pas attendre les résultats de toutes les études lancées, mais de commencer avec le métier d'exploitant agricole (EA), qui permettra de satisfaire sous peu tous les acteurs (gouvernement, jeunes, parents et territoire).

Il est recommandé que toutes les ENAE soient dotées d'un projet de centre/établissement. Pour ce qui concerne le processus d'insertion, il est recommandé de faire une étude ou mettre des stagiaires franco-guinéens afin d'identifier les contraintes et les pistes de solutions.

4.10. LES PROCHAINES ETAPES

Affiner le rapport, les chantiers et la feuille de route.

CONCLUSION

L'organisation de l'atelier de formulation de la SNFAR de la République de Guinée s'est révélée effectivement être une grande opportunité de construction du consensus autour du dispositif de formation agricole et rurale à rénover en Guinée. Elle a permis de communiquer et d'établir le dialogue entre les acteurs. Elle a également permis de mieux mettre en évidence le rôle des uns et des autres dans l'établissement de partenariat agissant pour la mise en œuvre des pistes d'actions identifiées lors de l'atelier. Les grands axes identifiés et autour desquels devra se construire le processus de rénovation du dispositif de formation agricole et rurale pourront permettre d'élaborer un projet de développement de la formation agricole et rurale en Guinée avec comme composante essentielles les sept (07) grands axes identifiés au cours de l'atelier.

ANNEXE

Annexe 1 : Liste des participants

N°	Prénoms et Noms	Structure d'Origine	Fonction	Contact
1	Mr Pierre Blaise ANGO	AFOP- Cameroun Président FAR	Président du Réseau FAR	00237697089099/angopb@yahoo.fr
2	Mr Kkalid BELARBI	Monpellier sup Agro IRC/Réseau FAR	Secrétaire Exécutif Resau FAR	0033467617024/khalid.belarbi@supagro.fr
3	Mr Abdoulaye YEYE	GIZ/Projet EFTPA	Représentant Burkina/FAR	0022678828372/abdoulaye.yeye@giz.de
4	Mr AYITE Jacques	Animateur Régional/Rés FAR	Représentant Togo/FAR	0022890889259/ayite01@yahoo.fr
5	Mr Abdou Khadre FALL	FAR/ Sénégal	Représentant Sénégal/FAR	00221765022626/akfall@univ-thies.sn
6	Jean François SEMPERE	ASSISTANTS TECHNIQUE LB/PAFISAM	Chef de mission	00224626264797/jsempere@luisberger.com
7	Andre AFFRO		Expert en agriculture	224626264799/affro@louisberger.com
8	Henriette Sarah McCARTHY		Assistante du projet	623402610
9	Michel KOIVOGUI	METFP-ET	Sécrétaire Général	622060844/koivoguiimichel@yahoo.fr
10	Amadou CAMARA	METFP-ET	Chef de Division/BS	620 66 27 61 camaraamadou899@gmail.com
11	Elhage Ousmane Tanou BALDE	METFP-ET	DNAFPP-S	628434337/oustabal@yahoo.fr
12	Bamba SINEPOLO	METFP-ET	DNA/DNFP-T	620 68 31 60 sinepolobamba@gmail.com
13	Alphaba BAYO	METFP-ET	DNA-AFPP-S	628338075/mralphaba@yahoo.fr
14	Soua Tie BAMBA	METFP-ET	chef de division	622290387/bambadiv@gmail.com
15	Daouda CAMARA	METFP-ET	DNFPT/Division Partenariat	620581591/camara dsdaouda@yahoo.fr
N°	Prénoms et Noms	Structure d'Origine	Fonction	Contact

1 6	Mr HAMID WILANN	COORDINATION DU PAFISAM	Coordonnateur /PAFISAM	00224622044292/hwylann@gmail.com
1 7	Mr AMADOU N'DAÏLA BARRY		CHEF DU PROJET/PAFISAM	00224628524039/barry.amadoundaila@gmail.com
1 8	Mme DOUMBOUYA Mariama GASSAMA		AT/DAF/PAFISAM	628003490/mariasiekou@gmail.com
1 9	Mlle AÏSSATA DEEN SOUMAH		Assistante Administr./PAFISAM	00224628429397/kamaldeenelga@gmail.com
2 0	Alhassane BALDE	CEED/PITA	Directeur	00224628929473/kanalabe95@gmail.com
2 1	Mme M'Balou KEITA	ENAE/TOLO	Directrice Générale	00224622415898/mballoukarakeita@gmail.com
2 2	Saa Cécé KOUNDOUNO	CPFF-S/Macenta	Directeur	00224621578744/koundounosaacece@gmail.com
2 3	Mr Gilber BAMIS	PROGEBE/MEPA	Expert	00224622348608/gilbert.bamis@gmail.com
2 4	Fodé Tounkara	ENAE/Macenta	Directeur	00224628664452/nyalenfodetounk@gmail.com
2 5	James Deen TOURE	ENAE/Koba	Directeur	00224622448728/jamesdeentoure@gmail.com
2 6	Kolako SOVOGUI	ENAE/Bordeau Kkan	Directeur	00224628387401/sovoguikolako@gmail.com
2 7	Elhadj Bouah CAMARA	ENATEF/Mamou	Directeur	00224666915473/bouahcamara@gmail.com
2 8	Elhadj Mamadou Dian DIALLO	ISAV/Faranah	RECUSTE	00224625649299/madiandiallo81@gmail.com
2 9	Mamady Diawara	ISSMV/Dalaba	Responsable Labo	622208202/mamadydiawara280@yahoo.fr
N°	Prénoms et Noms	Structure d'Origine	Fonction	Contact
3 0	Mr Maurice KOIVOGUI	Agriculteur	Directeur de Publication	628924482/journalagriculteur@gmail.com

3 1	Lucien GNEKOYE	CNOPG	RNSE	00224622266756/lucienunci@yahoo.fr
3 2	Gilbert Andéga CAMARA	CNOPG	Chargé de programme	00224628193983/andega06@yahoo.fr
3 3	Pierre KAMANO	IRAG	Responsable Formation	622674018/mohamedpierre@yahoo.fr
3 4	Lansana Mariama CAMARA	BSD/M.Agriculture	Chargé d'Etude	00224628981098/lansanamariama1990@yahoo.fr
3 5	Moustapha Doumbouya	BSD/M.Agriculture	DGA	622278008taphady73@gmail.com
3 6	Mme Chantal GAUDICHAU	GUINNEE 44	Representante Pays	626000080/representation-guinee@guinee44.org
3 7	Younoussa Chérif DIALLO	GUINNEE 44	RDP/FORMAT/PRO	622953035/cherif.diallo@guinee44.org
3 8	Mr Lamine TRAORE	ANPROCA	Directeur G/chef cellule etude/form	628189795/laminet272@gmail.com
3 9	Ibrahima S DIAILLO	WINROCK INTERN	Directeur Pays	622343111/idiaillo@winrock.org
4 0	Ousmane koumbia BOCOUM	BSD/MEPA	Point Focal/PAFISAM	622007937/bocoumane55@yahoo.fr
4 1	Diawo Diallo	IG ETFP	IG/ETFP	622044256diawo55@yahoo.fr
4 2	Honomou alexandre	DNAFPP	chef de division	628854972alexandrehono57@gmail.com
4 3	CAMARA MOHAMED LAMINE	BSD/pêche	Responsable suivi-évaluation	00224622347015/aminemolac12@gmail.com
4 4	CISSE Moussa	DNP/pêche	Chef de section formation	00224628982992/moussaciss713@gmail.com
4 5	Dr DIALLO Boubacar	PPAAO/WAAPP	Coordonnateur	00224622291065/bokardiallo@gmail.com

Annexe 2 : Objectifs, résultats attendus et le programme de l'atelier



PROJET D'AMELIORATION DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION
DANS LES SECTEURS AGRICOLE ET DES MINES (PAFISAM)



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE
L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

Atelier de formulation de la SNFAR de la République de Guinée Mamou du 19 au 21 février 2018

OBJECTIFS ET DEROULEMENT

OBJECTIF GÉNÉRAL

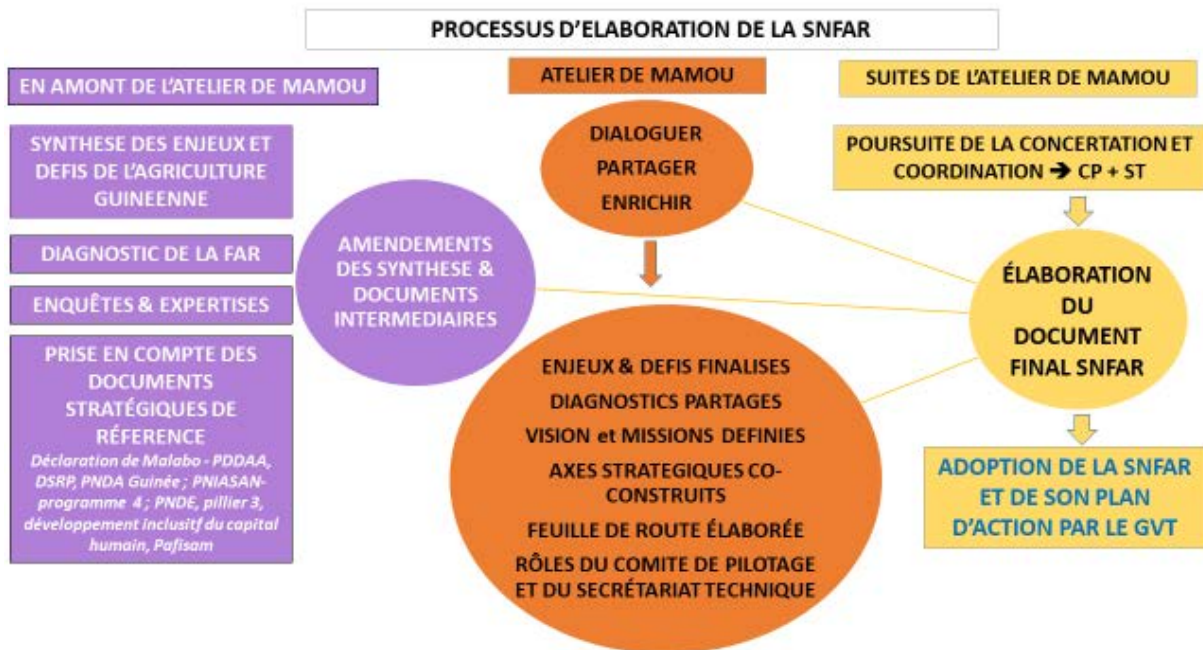
Lancement officiel du processus de formulation de la Stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR) de la République de Guinée

Objectifs spécifiques

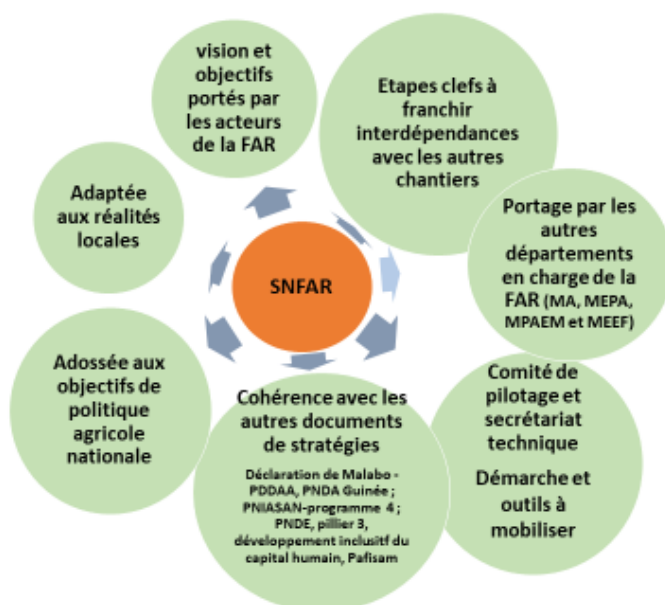
- Partager et compléter les résultats du diagnostic de la FAR, de ses enjeux et de la capacité du dispositif actuel à y faire face
- Définir de façon concertée avec toutes les parties prenantes les axes stratégiques de la SNFAR
- Identifier les différents chantiers pour l'élaboration de la SNFAR (élaborer une feuille de route pour la poursuite du processus)
- Mettre en place les instances de pilotage du processus d'élaboration (comité de pilotage : composition et rôle ; secrétariat technique : composition et rôle)

RÉSULTATS ATTENDUS

- Les principales caractéristiques du dispositif actuel ont été partagées
- Les enjeux et défis du secteur agricole et de la formation agricole et rurale en Guinée ont fait l'objet d'un consensus entre les participants
- Les finalités et les missions du futur dispositif de l'enseignement technique et de formation professionnelle agricole et rurale ont été précisés
- Les acteurs des secteurs privés comme publics ont échangé et fait des propositions sur l'approche à adopter pour une véritable refonte globale du dispositif de formation rurale
- le cadre méthodologique et chronologique de formulation de la SNFAR est réalisé
- Les rôles et responsabilités du comité de pilotage et du secrétariat technique sont précisés
- des préconisations sont formulées sur la réforme du CAP / ENAE de Tolo.



SNFAR : un processus fondé sur des principes

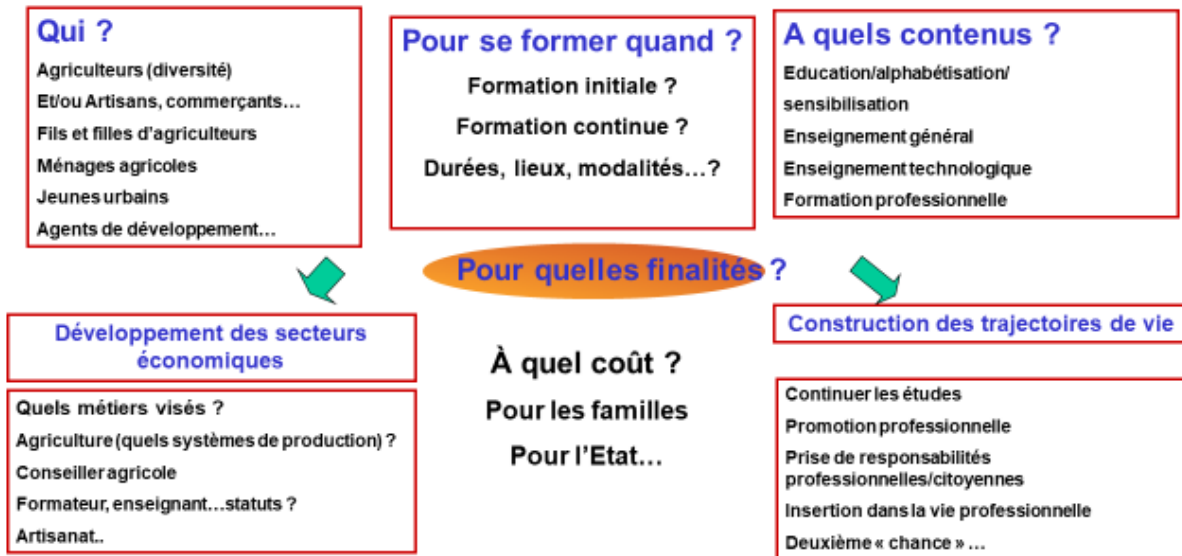


6

SNFAR : UNE VÉRITABLE CO-CONSTRUCTION ITÉRATIVE



AVEC DES ATTENTES SOUVENT DIFFÉRENTES



TIRER LE MEILLEUR PARTI DE LA DIVERSITÉ DES PARTICIPANTS

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	3
MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	2
MINISTÈRE DES PÊCHES DE L'AQUACULTURE ET DE L'ÉCONOMIE MARITIME	2
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORÊTS	1
CHAMBRE D'AGRICULTURE	1
RAFARGUI	1
POINT FOCAL DU RÉSEAU FAR	1
CNOPG	2
GUINÉE 44	2
PROJET WAAP	1
INADER	1
DNFPT	2
DNAFPP-S	1
BSD DU METFP-ET	1
PAFISAM	4
ASSISTANCE TECHNIQUE DU PAFISAM	2
ISAV DE FARANAH	1
ISMV DE DALABA	1
ENAE	4
ENATEF	1
CEED DE PITA	1
CAFPP-S DE MACENTA	1
COUVERTURE MÉDIATIQUE	2
RÉSEAU FAR INTERNATIONAL	5

Lundi 19 février

10h30 - 11h	Mamou	Tour de table/présentation rapide des participants Cadrage de l'atelier (objectifs et résultats à atteindre, déroulement des travaux, attendus de l'atelier, précision des rôles et responsabilités entre l'équipe de pilotage du processus SNFAR/Guinée, les participants et la mission d'appui FAR	Khalid Belarbi, directeur de l'IRC Montpellier SupAgro et secrétaire exécutif Réseau FAR <i>Echanges avec les participants</i>
11h - 12h	Mamou	Présentation de l'étude diagnostique sur la FAR en Guinée 1ère partie : Le secteur agricole et rurale en Guinée : Les défis et les enjeux du secteur agricole ...	Andéga Camara, Secrétaire technique RAFARGUI <i>Echanges avec les participants</i>
12h - 13h	Mamou	Présentation de l'étude diagnostique sur la FAR en Guinée 2ème partie : le dispositif de la FAR en Guinée, l'historique de la FAR (les différentes évolutions depuis l'indépendance du pays), le diagnostic des institutions de formation agricole et rurales (les offres de formation agricole, les besoins en formation sur les plans qualitatif et quantitatif, etc.).	Alphaba Bayo, DNA de l'apprentissage et membre de RAFARGUI <i>Echanges avec les participants</i>

Lundi 19 février après-midi

14h - 15h15	Mamou	Cadrage conceptuel de la SNFAR sur la base des expériences Sénégal, Burkina et Togo (Pourquoi une SNFAR, démarche, documents à élaborer et contenus)	Présentations des expériences du Burkina Faso, Sénégal et Togo : Abdoulaye Yéyé, Abdou Khadre Fall et Jacques Ayité Echanges/questions sur les présentations
15h15 - 16h	Mamou	L'expérience AFOP et la démarche du Cameroun en matière de consolidation et de pérennisation de son dispositif FAR	Pierre-Blaise Ango, coordonnateur du programme AFOP Cameroun Echanges/questions sur la présentation
16h30 - 17h30	Mamou	Présentation de la synthèse des réponses aux questions + présentation des concepts/notions et étapes clés de la FAR (harmonisation des compréhensions)	Andéga Camara, Secrétaire technique RAFARGUI Mission d'appui Réseau FAR <i>Echanges avec les participants</i>
17h30 - 18h	Mamou	Synthèse et fin de la 1ère journée	Habid Wilann, Directeur BSD MNETPF et Coordonnateur PAFISAM <i>Echanges avec les participants</i>

Mardi 20 février

8h - 10h	Travaux de groupes : Groupe 1 : enjeux et défis de l'agriculture et diagnostic de la formation agricole (questions : 1. Compléter/identifier les forces et les faiblesses de la FAR en Guinée ; Analyser ces forces et faiblesse et proposer des suggestions d'amélioration). Groupe 2 : enjeux et défis de l'agriculture et diagnostic de la formation agricole : Compléter/identifier les forces et les faiblesses de la FAR en Guinée ; analyser ses forces et faiblesse et proposer des suggestions d'amélioration.
10h – 12h	Restitution des travaux de groupe

Mardi 20 février après-midi

14h -19h	Tolo	Visite de l'ENAE de Tolo : Présentation de l'école, visite des activités de production, échange avec la direction + les formateurs Brainstorming entre l'équipe de Tolo, le secrétariat technique, l'équipe Pafisam et la mission d'appui réseau FAR sur la rénovation des programmes de formation	Les participants à l'atelier, l'équipe de Tolo, le secrétariat technique de l'atelier, l'équipe du PAFISAM et la mission d'appui du réseau FAR
----------	------	---	--

Mercredi 21 février

8h à 10h	<p>Travaux de groupe en parallèle :</p> <p>Groupe 1 : reformuler la vision, les finalités et les principes directeurs de la SNFAR sur la base des solutions initialement identifiées, proposer des améliorations pour les axes stratégiques (voir document de synthèse sur les enjeux) + orientations de la SNFAR (compléter les enjeux et défis de la FAR /métiers visés)</p> <p>Groupe 2 : reformuler la vision, les finalités et les principes directeurs de la SNFAR sur la base des solutions initialement identifiées, proposer des améliorations pour les axes stratégiques (voir document de synthèse sur les enjeux) + orientations de la SNFAR (compléter les enjeux et défis de la FAR /métiers visés)</p>	Identifier un animateur et un rapporteur
10h30 – 12 h	Restitution des travaux de groupe	Abdoulaye YEYE + Participants à l'atelier
12h – 13h	Identification des chantiers à poursuivre et élaboration d'une feuille de route pour la poursuite du processus	Mission d'appui Réseau FAR + Participants à l'atelier

Mercredi 21 février

14 h – 16h	Introduction sur la mise en place des instances de pilotage du processus d'élaboration (secrétariat technique et comité de pilotage : composition et rôles / processus d'élaboration de la SNFAR Guinée)	Mission d'appui Réseau FAR + Participants à l'atelier
16h30 – 17h30	Préparation du rapport de synthèse de l'atelier	Equipe de pilotage du processus SNFAR + Mission d'appui Réseau FAR
18 h	Clôture de l'atelier	Officiels

Annexe 3 : Synthèse des enjeux et défis de l'agriculture guinéenne



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

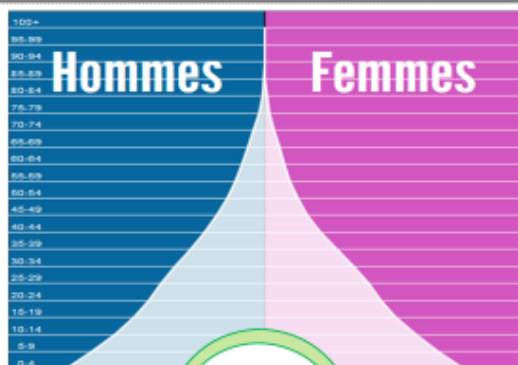
ENJEUX ET DEFIS DE L'AGRICULTURE GUINEENNE



FÉVRIER 2018



CONTEXTE : PRÉDOMINANCE DE JEUNES DANS LA POPULATION



74 % moins de
35 ans

Popu: 11,8 millions Hbts

Hommes: 48,32%

Femmes: 51,68%

Densité: 48 habitant/km² (RGPH,2014)

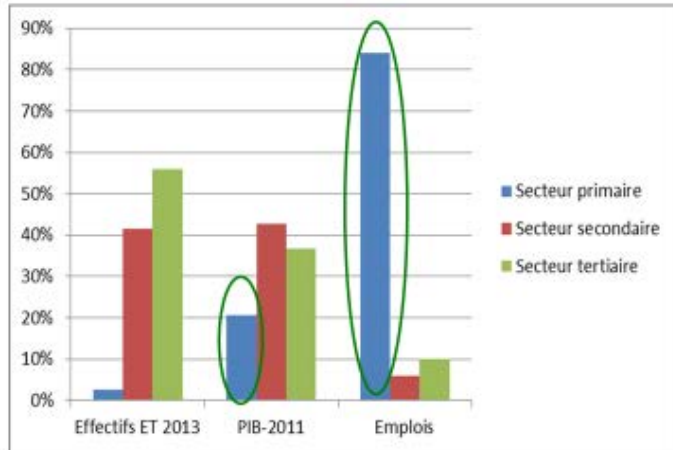
environ 70 % des jeunes de moins de 25 ans sont frappés par le chômage et le sous-emploi massif notamment en milieu urbain. Le taux d'inactivité en Guinée est estimé à près de 40 %, dont près de 63 % ont entre 15 et 24 ans. »

Nécessite de créer des emplois et de garantir des revenus décents

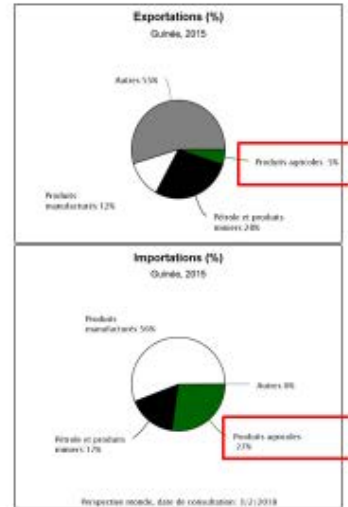


CONTEXTE : L'AGRICULTURE DANS L'ÉCONOMIE GUINÉENNE

secteur selon la valeur ajoutée et les emplois en Guinée



[sources : INS et bases de données internet, élaboration des auteurs]



CONTEXTE : 4 ZONES AGROÉCOLOGIQUES DIFFÉRENTES

MOYENNE-GUINEE

l'élevage constitue une activité cruciale et occupe plus de 70% de sa population rurale. pomme de terre l'oignon, le maïs et le fonio

GUINEE MARITIME/Basse Guinée:

l'ananas, la banane douce, l'arachide, la mangue, le riz. La proximité de l'océan atlantique favorise la pêche artisanale



HAUTE-GUINEE

coton, igname, manioc, fonio, arachide, maïs). Son cheptel bovin représente 34 % du cheptel national, celui des ovins, 25 % et celui des caprins 17 %.

GUINEE FORESTIERE

zone d'agriculture par excellence: riz, banane, arachide, et huile de palme; exportation et/ou l'industrie (café/hévéa).

Zones agro-écologiques de la Guinée Conakry



CONTEXTE : ENJEUX ÉCONOMIQUES

- Poids très important dans l'économie (23.7 % du PIB, suivi du secteur minier (16.9 % du PIB); et + 80% de l'emploi) et le budget de l'état (subventions...)
- Balance commerciale agricole négative (- 432 675 771 = [(Exportations= 102 970 670) – (Importations= 535 646 441)] du fait de:
 - Rendements faibles à cause du caractère artisanal des exploitations agricoles
 - Domination des cultures vivrières et des transformations artisanales
- Surcoût des produits agricoles lié à la sous performance de l'agriculture pénalisant notamment le panier moyen du consommateur final et augmentant les importations (*les produits agricoles ne sont pas compétitifs*)

5



CONTEXTE : ENJEUX SOCIAUX

- Principale source de revenus dans les zones rurales (La population rurale représente 80% de la population totale et tire 79% de ses revenus des activités agricoles)
- Levier critique pour la lutte contre la pauvreté et la faim



Agriculture = moteur économique et secteur porteur d'emplois.

Nécessité de relever **des défis** pour continuer à jouer son rôle

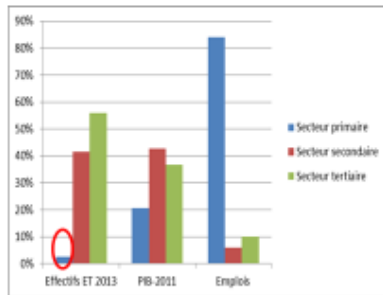
→ Emploi, sécurité alimentaire, devises

6



CONTEXTE : DÉFIS

- Promouvoir une agriculture commerciale pour rééquilibrer les balances commerciales agricoles;
- Promouvoir une agriculture d'import-substitution par l'augmentation de la production locale d'autre part;
- la qualification professionnelle des acteurs de développement agricole et rural



secteur selon les apprenants

1- Le rajeunissement de la main d'œuvre des exploitations agropastorales et halieutiques ;

2- Le renouvellement du personnel au sein du Ministère de l'agriculture qui s'inquiète tout à la fois du vieillissement de ses cadres

7



CONTEXTE : DÉFIS AVEC DE NOUVEAUX MÉTIERS

En amont de la production

- Fourniture d'intrants agricoles (d'engrais organiques, bio pesticides/lutte biologique, semences améliorées, etc.)
- Fourniture d'équipements de production (mécanisation et motorisation des activités agricoles)
- Prestation de services agricole (aménagement et installation de système durable de production, aménagements des paysages ruraux et exploitations agricoles,
- Adaptation des TIC au secteur agricole
- Conseil agricole (gestion des contrat (foncier, commercialisation),
- Labellisation, IG (démarche qualité)

Dans la production

- Développement des systèmes d'irrigation intelligente,
- Agriculture biologique, Agriculture intégrée
- Produits et dynamiques terroir (IG) (Démarche qualité)
- Sylviculture, Agroforesterie, Apiculture, pisciculture
- Maîtrise de l'eau
- Aménagement paysagisme

8



CONTEXTE : DÉFIS AVEC DE NOUVEAUX MÉTIERS

En aval de la
production

- Récolte, Transport, stockage, Conditionnement (emballages)
- Transformation des produits
- Valorisation des résidus de production ou de transformation
- Fourniture de consommables (emballages, étiquettes, graphisme, publicités) Marketing des produits agricoles
- Promotion et gestion des contrats de commercialisation

9



CONTEXTE : DÉFIS

la levée définitive et rapide, des incertitudes sur la question foncière, ou tout au moins la mise en œuvre de mécanismes légaux innovants de gestion de la question foncière

l'implication massive du secteur privé avec des financements substantiels, assorti d'approches innovantes de structuration du monde rural et d'industrialisation agro-alimentaire

une politique assurant une sécurité minimale de 50% d'auto-provisionnement sur le plan de l'alimentation

10



CONTEXTE - NOUVELLE POLITIQUE AGRICOLE

Entre temps, la PNDA

Vision

GUINÉE
2015

une agriculture à dominante familiale, intensive, productive, moderne et durable exploitant ses avantages de compétitivité sur le marché régional et international et capable d'améliorer les revenus des producteurs à même de garantir la souveraineté alimentaire et de réduire la pauvreté.



CONTEXTE - AXES STRATÉGIQUES

Axe 1: Renforcer la sécurité alimentaire par la diversification et l'accroissement des productions vivrières et animales pour promouvoir la souveraineté alimentaire

Axe 2: Accroître les revenus agricoles par le développement des opportunités économiques et une amélioration de l'accès au marché dans le cadre de la lutte contre la pauvreté

VISION 2015

Axe 3: Améliorer Développer des mesures transversales d'accompagnement pour garantir l'efficacité des investissements



**2 ans après la fin de la PNDA: qu'est ce qui n'a pas marché? Qu'est ce qui n'a été pris en compte?
Un axe oublié?**



AXE 4 ???





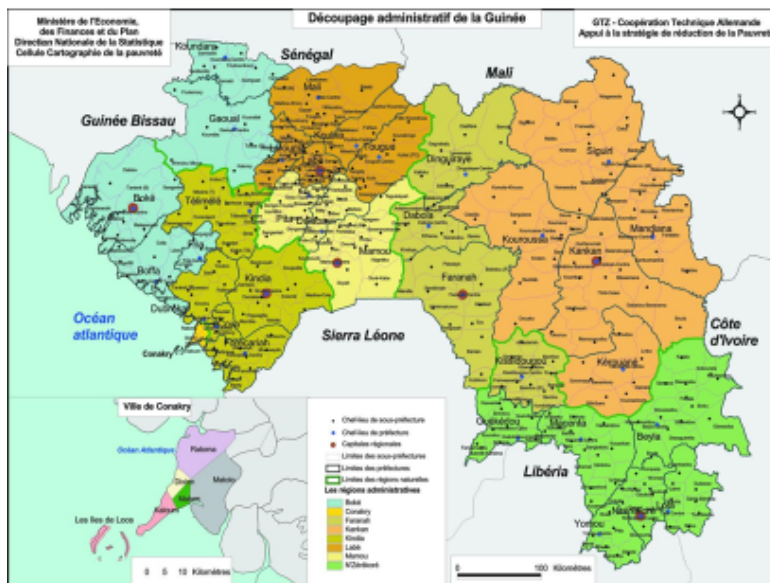
Annexe 4 : Synthèse des enjeux et défis de la FAR en Guinée

Atelier de formulation de la SNFAR de la République de Guinée Mamou du 19 au 21 février 2018

LE DISPOSITIF FORMATION AGRICOLE ET RURALE EN GUINÉE: ÉTAT DES LIEUX



PRÉSENTATION



- La République de Guinée est située au sud-ouest de l'Afrique Occidentale couvre une superficie de 245.857 km²; pays côtier avec 300 km de littoral atlantique considérée comme le château d'eau de l'Afrique de l'ouest

CARACTÉRISTIQUES SOCIOÉCONOMIQUES

- 11,8 millions d'habitants dont 70 % vivent en milieu rural;
- relativement jeune puisque plus de 74 % est âgée de moins de 35 ans et s'accroît au rythme annuel de 3,2 %;
- 9 personnes sur 10 sont sur le marché de l'emploi sans aucune formation;
- 7 % de la population active a un diplôme de l'enseignement technique;
- 70 % des jeunes de moins de 25: chômage et le sous-emploi massif notamment en milieu urbain;
- taux d'inactivité : 40 %, dont près de 63 % ont entre 15 et 24 ans.



CARACTÉRISTIQUES SOCIOÉCONOMIQUES

- économie dominée par le secteur primaire dont l'agriculture (20% du PIB et absorbe 80% de la population active) et le secteur minier (20% du PIB, 80% des recettes d'exportation et 20 à 25% des revenus de l'État).
- Les exploitations agricoles sont petites (de l'ordre de 700 000 avec une taille moyenne de 2 ha). Les rendements sont très faibles et les produits agricoles ne représentent environ que 10 % du commerce extérieur



SECTEUR EDUCATION ET FORMATION

- un enfant sur deux ne terminerait pas le niveau primaire et le dernier recensement (INS, 2012) révèle que le taux de scolarisation des 13-16 ans a atteint en 2011 à peine 21,7%.
- le nombre d'établissements d'enseignement professionnel a même diminué, passant de 95 en 2009 à 82 en 2011.
- Aujourd'hui, 9 personnes sur 10 sont sur le marché de l'emploi sans aucune formation et seulement 7% de la population active dispose d'un diplôme de l'enseignement technique.



DÉFIS DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

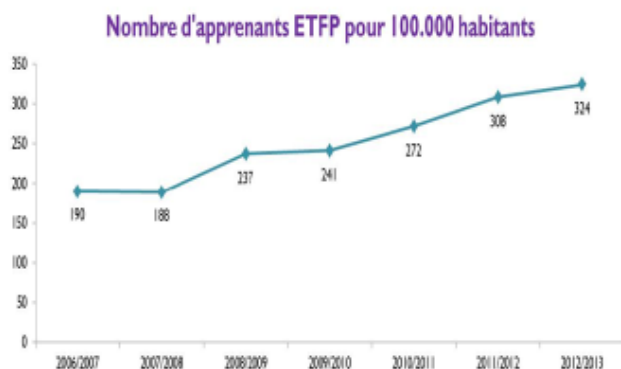
trois contraintes majeures :

- massification de l'enseignement élémentaire;
- phénomènes de déscolarisation
- inadéquation entre la formation et l'emploi.



CARACTÉRISTIQUES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

- Le secteur de la formation professionnelle dépend MEETFPT
- Il compte 90 établissements pour un ensemble de 36.272 apprenants en 2013, dont 16.750 filles



Ordre enseignement	2012	2013	2014
Ens. Primaire	42,60%	43,30%	44,10%
Ens. Secondaire	18,50%	18,40%	18,20%
ETFP	4,90%	5,20%	5,50%
Ens. Supérieur	33,90%	32,90%	31,80%
Préscolaire	0,10%	0,20%	0,20%

CARACTÉRISTIQUES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

- la déclaration de politique éducative indique que 30 % seulement des sortants de l'école primaire auront la possibilité de continuer leurs études dans l'enseignement secondaire général.
- La question est de savoir comment prendre en charge les 70 % de jeunes dont - 80 % résident en zone rurale - qui sortent de l'école primaire mais n'entreront pas dans le cycle secondaire.



STRATÉGIE ETFP

- ❖ la révision des programmes (APC)
- ❖ développement des capacités institutionnelles et humaines.



DISPOSITIF DE FORMATION AGRICOLE ET RURALE ÉTATIQUE

10 ÉTABLISSEMENTS FAR DONT 2 AU SUPÉRIEUR

- ❖ ENAE de Koba ; Brevet 3
- ❖ ENAE de Tolo Mamou ; Brevet 3
- ❖ ENAE de Macenta ; Brevet 3
- ❖ ENAE de Bordo Kankan; Brevet 3
- ❖ L'école nationale des agents techniques des eaux et forêts (ENATEF) ;
- ❖ Centre d'apprentissage et de formation professionnelle post-primaire et secondaire agricole de Macenta (CFPPP) ;
- ❖ l'ISAV de Faranah ; Bac 5
- ❖ Institut supérieur vétérinaire de Dalaba ;BAC 5
- ❖ MFR de Friguyag-bé ;
- ❖ MFR de Kolaboui (Dubreka).

DISPOSITIF DE FORMATION AGRICOLE ET RURALE DISPOSITIF NON ÉTATIQUE

- ❖ des cellules de formation des OPA et des ONG ;
- ❖ Des Centres d'expérimentation, de démonstration, (relevant des ministères techniques) ;
- ❖ Ils viennent progressivement, en complément aux écoles nationales, répondre à la demande de formation professionnelle continue de la part des producteurs.



FAIBLESSES DU DISPOSITIF FAR

- infrastructures vétustes ;
- des équipements obsolètes ou hors d'usage ;
- faiblesse des ressources financières des institutions de formations
- des programmes de formation anciens et un corps d'enseignants vieillissant (la moitié des formateurs devant partir à la retraite d'ici 5 ans),
- les compétences des élèves sortants ne répondent pas aux exigences des employeurs qui doivent re-former leurs nouvelles recrues.

FORCES DU DISPOSITIF FAR

- Décentralisation des structures de formation;
- Existence de tous les ordres d'enseignement;
- Certains établissements datent des années 1932;
- regain d'intérêt de l'enseignement technique et professionnel pour les familles
- capacités de formation sont très en-deçà des demandes exprimées,
- Existence de plusieurs programmes et projets de formation;
- Dynamisme RAFARGUI
- Réalisation de diagnostic de la FAR

FAIBLESSES DU DISPOSITIF DE FAR

- faible capacité en moyens matériels et financiers du MEETFPT.
- Les établissements de formation professionnelle agricole, pour la plupart, sont, en termes de gouvernance et d'animation coupés de leurs territoires et des bassins de production qui les abritent ;
- Les programmes de formation développés sont souvent inadaptés et ne découlent pas d'une demande sociale ou économique de leur territoire ;
- Les collectivités locales sont faiblement impliquées dans la vie des écoles;
- Faible % d'apprenants par rapport aux effectifs totaux scolarisés

FAIBLESSES DU DISPOSITIF DE FAR

- Très peu de structures de formations agricoles et rurales quelque soit le niveau;
- Offre de formation dévalée par rapport aux besoins réels du marché;
- Plus de formation des agents de l'administration que de conseillers et d'exploitants agricoles ;
- Faible renouvellement du personnel technique qui est âgé (75% de fonctionnaires âgés de plus de 50 ans qui partent à la retraite d'ici 5 ans)
- Faiblesse des budgets des établissements de FAR;
- Très fortes pressions foncières sur les domaines des établissements;
- Pression sur les ressources des établissements

PERSPECTIVES ET PISTES À EXPLORER

Projet d'Appui à la formation et à l'insertion dans les secteurs de l'agriculture et des mines (PAFISAM) et les résultats attendus :

- la création d'un dispositif de coordination composé d'un comité de pilotage et d'un secrétariat technique ;
- la réalisation du diagnostic des ressources humaines en formation agricole et rurale ;
- la définition des orientations stratégiques : les enjeux de la formation ; la proposition d'objectifs de formation ; les stratégies et les instruments envisagés ;
- la construction de la SNFAR (élaboration et mise en œuvre).
- Dynamisation du Réseau des acteurs de la formation agricole et rurale de Guinée RAFARGUI
- Amélioration de la Formation et de l'Insertion dans les Secteurs Agricoles et des Mines (PAFISAM).

PERSPECTIVES ET PISTES À EXPLORER

- Formaliser une stratégie spécifique de FAR;
- Piloter la rénovation inclusive des programmes des établissements de FAR;
- définir et piloter pour chacune ENAE un projet d'établissement avec les différents acteurs;
- Développement un véritable partenariat avec le milieu professionnel;
- Développer des AGR agricoles au niveau des ENAE;
- Poursuivre et nourrir le partenariat avec les bailleurs;
- Mieux impliquer les ONG et OP dans les politiques et dispositifs de FAR;
- Agrandir les capacités d'accueil des ENAE et des centres de formation;
- Créer de nouveaux établissements de FAR dans tous les ordres d'enseignement,





MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE
L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

ATELIER DE LANCEMENT DU PROCESSUS D'ELABORATION DE LA SNFAR Cadrage conceptuel

Mamou du 19 au 22 Février 2018

Présentation: Abdoulaye YEYE

La SNFAR c'est quoi et pourquoi ?

- Pauvreté des populations rurales en charge de la production agricole moteur de la croissance dans beaucoup de pays en développement
- Absence et/ou faiblesse de plusieurs facteurs permettant l'amélioration de la productivité et des conditions économiques des populations agricoles et rurales
- Initiative de la banque mondiale au début des années 2000 d'appuyer les pays en développement notamment les pays africains à mettre en place des dispositifs pérennes de renforcement des capacités/formation de ces populations afin de lutter efficacement et durablement contre la pauvreté en milieu rural
- Influence et expériences françaises conduisent à l'organisation en 2005 à Ouagadougou d'une rencontre qui recommande la mise en place de SNFAR
- Définition d'un schéma cadre (voir Debouvry et al)

La SNFAR, quelle finalité?

- **LE DEVELOPPEMENT RENTABLE ET DURABLE DE L'EXPLOITATION FAMILIALE AGRICOLE (EFA) POUR PERMETTRE AUX PRODUCTEURS AGRICOLES ET A LEUR FAMILLE DE VIVRE DANS LA DIGNITE.**

Comment atteindre la finalité de la SNFAR?

- TROIS BLOCS DE RESPONSABILITE TECHNIQUE
- 1. Bloc 1 (La base) : l'alphabétisation en langue nationale et le passage au français, anglais ou autre langue
- 2. Bloc 2 (La première branche) : la formation qualifiante pour l'accroissement de la production et la productivité agro sylvo pastorale en protégeant les ressources naturelles
- 3. Bloc 3 (La seconde branche) : la formation qualifiante et diplômante hors production agro sylvo pastorale mais incluant amont et aval de l'agriculture.

LE SYSTEME EN Y

La SNFAR

Les objectifs?

- Permettre aux décideurs politiques et économiques de prendre conscience de la situation du secteur et des enjeux
- Leur donner une idée précise des nouvelles orientations proposées et de leurs implications
- Leur montrer que la proposition de mise en œuvre est réaliste et pourra être suivie et évaluée

La SNFAR

les éléments clés du processus d'élaboration

Une SNFAR repose sur plusieurs éléments à la fois séparés mais indissociables; il est indispensable de faire le point sur chacun d'eux avant d'analyser leur interaction. Il s'agit donc de mettre à jour ou de préciser :

1. Les responsables de la SNFAR au niveau national, régional et local.
2. Les partenaires actuels et potentiels de la mise en œuvre de la SNFAR.
3. Le dispositif actuel au niveau décentralisé d'identification des besoins de formation.

La SNFAR les éléments clés du processus d'élaboration

1. Les acteurs ayant activement participé à la définition de la politique agricole nationale et décentralisée et plus précisément à celle pour la formation agricole (les 5 dernières années).
2. Les prestataires de services de formation aux différents niveaux, dans les différents sous secteurs et dans les différents types de formation.
3. Les financeurs des institutions ou dispositifs existants.
4. Les acteurs du suivi évaluation et de l'évaluation externe.

La SNFAR que retenir ?

- La SNFAR ne s'adresse pas seulement à la production agricole stricto-sensus.
- Les métiers en amont et en aval de l'agriculture sont indispensables à son développement
- **la SNFAR ne doit pas tout faire mais doit s'assurer que tout est fait ou sera fait**
- La SNFAR devra alors identifier très précisément les partenaires impliqués directement dans sa mise en œuvre mais aussi les partenaires qui vont lui constituer **un environnement favorable pour sa réussite.**

LA SNFAR au BURKINA

- Institution de portage: PAFASP et Projet EFTPA/GIZ
- Structure d'ancrage: DGFOMR
- Coordination de l'élaboration: Comité technique
- Organisation de visite d'échanges à l'étranger pour favoriser la compréhension de la SNFAR
- Recrutement de deux consultants (inter & natio) à partir de 2010
- Proposition d'une première mouture de la SNFAR issue de 3 ateliers régionaux suivie d'une pré-validation en juin 2012 lors d'un atelier national
- Proposition de la version de la SNFAR selon [le canevas du MEF](#) en 2013
- Validation de la SNFAR en décembre 2014
- Atelier de validation du plan d'actions prioritaire 2016 – 2018
- Suite du processus jusqu'à l'adoption en conseil des ministres.

LA SNFAR au BURKINA

Les documents à produire

Un Document de Stratégie et de planification qui comprend :

1. Une 1^{ère} partie :Description du contexte et des enjeux du secteur pour déterminer les éléments de cadrage, de vision et de finalité;
2. Une 2^{ème} partie: Présentation et description des axes, programmes, sous programmes et actions qui vont permettre d'atteindre la finalité. Les actions décrivant la stratégie de mise en œuvre de la SNFAR .

En annexe, on pourra mettre :

- Le [cadre logique](#) comprenant la logique d'intervention (avec les axes, les objectifs stratégiques par axe, les actions), les résultats, les indicateurs, les sources de vérification et les hypothèses et risques.
- La définition des concepts clés utilisés dans la stratégie et
- La bibliographie

Un plan d'action

C'est en fait un [plan d'opération](#) sur une durée qui décline les actions prioritaires sur la période. Il précise le cadre de Stratégie de financement, de mise en œuvre et de suivi-évaluation. Il se veut glissant au regard des risques et/ou incertitude.

LA SNFAR au BURKINA

- Sur la base du système Y, le Burkina disposait déjà:
 - PDSEB, PRONAA, PN/EFTP, SNVACA, PNSR, etc. qui intègrent non seulement la **F**ormation **A**gricole mais aussi prennent en compte le caractère **R**ural de la population burkinabé.
- La SNFAR Burkina n'est ni une invention, ni une création mais plutôt une recombinaison/repositionnement des stratégies, politiques et programmes nationaux existants.
- Les recommandations du gouvernement en matière de coordination et de cohérence des interventions ont été prises en compte pour fixer la vision temporelle de la SNFAR = 2025

LA SNFAR au BURKINA

- Vision de la SNFAR est de contribuer à celle du PNSR à savoir :
A l'horizon 2025, l'Agriculture burkinabè est moderne, compétitive, durable et moteur de la croissance, fondée sur des exploitations familiales et des entreprises agricoles performantes et assurant à tous les burkinabè un accès aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active
 - La finalité de la SNFAR est inspirée de celle de la PN/EFTP à savoir:
« élever le niveau de connaissance et compétences de la population active et, plus particulièrement des jeunes, pour favoriser leur insertion dans les emplois d'aujourd'hui et les métiers de demain afin de stimuler la croissance économique et de réduire la pauvreté »
- Et plus précisément, la mise en œuvre de la SNFAR aboutira concrètement à la ***« formation en nombre suffisant des producteurs ruraux d'une part et d'autre part d'ingénieurs et de techniciens, tous compétents et capable de conduire la modernisation des exploitations agricoles familiales en passant d'une logique de survivance à une logique entrepreneuriale et d'accompagner l'émergence d'un agro business respectant les principes du développement durable »***

LA SNFAR au BURKINA

- Sur la base de cette vision et de cette finalité, compte tenu des analyses du contexte antérieur et actuel du secteur, quatre (4) axes stratégiques ont été adoptés.
- **Axe stratégique 1: Promotion de l'éducation de base en milieu rural**
- **Axe stratégique 2: Développement de l'EFTP dans le secteur agricole et rural tel que défini dans la PN/EFTP et son plan d'actions**
- **Axe stratégique 3: Développement d'un système de vulgarisation et d'appui-conseil agricole sur toute l'étendue du territoire conformément aux recommandations de la SNVACA**
- **Axe stratégique 4: Développement du partenariat entre toutes les parties prenantes**

LA SNFAR au BURKINA

- Ces axes stratégiques ont été déclinés en Programmes, sous-programmes et actions conformément au guide d'élaboration des projets et programmes du MEF qui propose plusieurs schémas.

Encadré 9 : **Quel nombre de programmes pour une politique sectorielle ?**

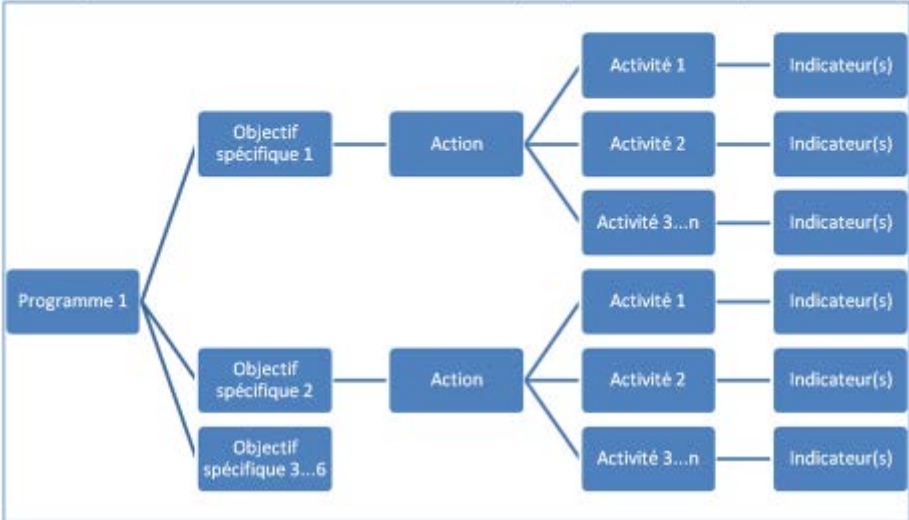
Quel nombre de programmes pour une politique sectorielle?

Il est, à priori, difficile de définir un nombre de programmes unique pour tous les secteurs étant donnée l'hétérogénéité de ces derniers. En revanche, il est évident que le nombre de programmes doit être limité pour faciliter leur mise en œuvre, leur financement, et leur suivi-évaluation. Aussi, en se basant sur les fonctions des différents services des ministères, le nombre de programmes d'appuis peut être limité à 3 ou 4 pour regrouper les fonctions de planification et d'évaluations, de gestion financière, de gestion des ressources humaines, etc.

Le nombre de programmes opérationnels doit être défini de manière cohérente par rapport aux objectifs globaux du secteur. Selon les secteurs, ils peuvent varier de 5 à 10 au maximum, sachant que plus le nombre de programmes est élevé, plus le suivi et l'évaluation sont difficiles, et plus se pose la question de la priorisation, la cohérence et le morcellement des objectifs poursuivis.

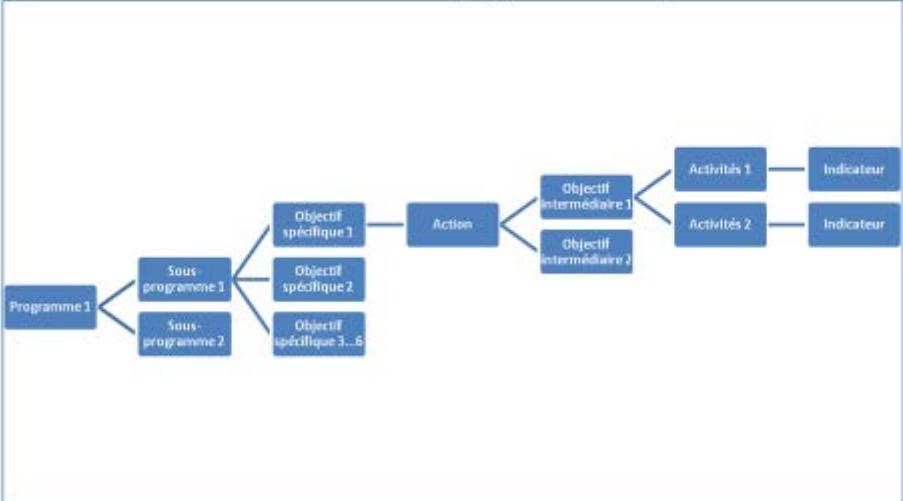
LA SNFAR au BURKINA

Figure 9 : Articulation des éléments d'un programme : exemple 1



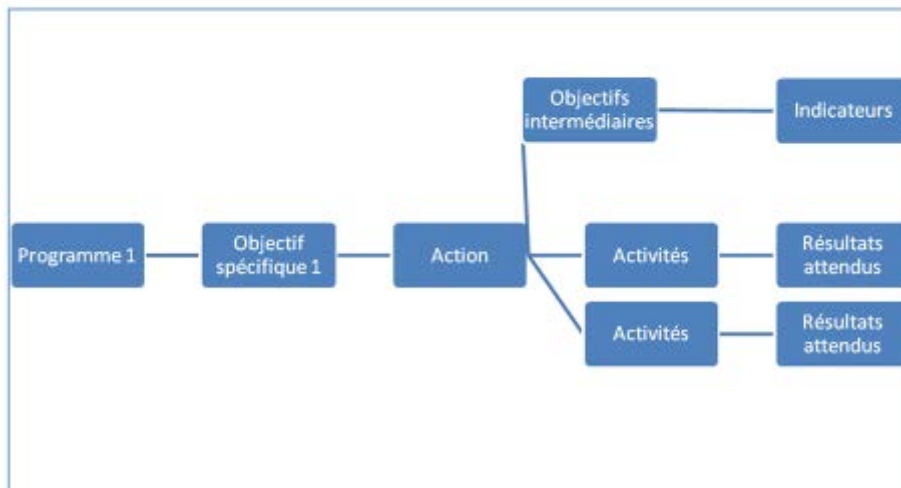
LA SNFAR au BURKINA

Figure 10: Articulation des éléments d'un programme : exemple 2



LA SNFAR au BURKINA

Figure 11 : Articulation des éléments d'un programme : exemple 3



LA SNFAR au BURKINA

- **Axe stratégique 1: Promotion de l'éducation de base en milieu rural**
- **Programme 1: Appuyer la mise en œuvre du PDSEB et du PRONAA en milieu rural**
 - **Sous programme 1.1: Contribution au développement de l'accès et de l'amélioration de la qualité de l'éducation préscolaire, primaire et post primaire en milieu rural**
- **Exemple d'action: Action 9: Assurer l'approvisionnement des cantines scolaires en vivres en milieu rural**
- Il s'agira d'exiger dans les appels d'offres pour la fourniture des vivres aux cantines que les gagnants acquièrent la totalité de la livraison par l'intermédiaire des OPA en milieu rural. Cette clause peut permettre la livraison à l'avance des vivres pour éviter que ces derniers n'arrivent comme cela a été dans le passé, presque à la fin de l'année scolaire. A cet effet, une labellisation des fournisseurs pourrait être mise en place, permettant ainsi à ces producteurs sous le contrôle des OPA de garantir l'approvisionnement dès l'ouverture des classes. Ceci passerait par une convention entre l'Etat et les OPA qui en garantiront la réalisation et la qualité.
- Par ailleurs pour accroître les capacités d'autonomie de prise en charge des écoles, il sera **encouragé dans les écoles, la pratique** des activités de production en maraîcher-culture et en élevage. Ces activités seront conduites en étroite collaboration avec les OPA.
 - **Sous programme 1.2: Contribution à l'accélération en milieu rural de l'alphabétisation dans le cadre limité du PDSEB (15 – 24 ans) et élargi du PRONAA (25 – 64 ans)**
 - **Sous programme 1.3: Amélioration de l'efficacité interne de l'ENF**
 - **Sous programme 1.4: Développement de l'environnement lettré en milieu rural en collaboration avec le PDSEB et le PRONAA**

LA SNFAR au BURKINA

Axe stratégique 2 : Développement de l'EFTP dans le secteur agricole et rural tel que défini dans la PN/EFTP et son plan d'actions.

Programme 2 : Développer de l'EFTP dans le secteur agricole et rural

- **Sous programme 2.1 : Développement et diversification de l'offre publique de formation agricole et rural**

Action 1 : Mettre en place dans chaque région une structure de formation professionnelle dédiée aux métiers agricole et du milieu rural

La structure de formation dont il est question peut être une nouvelle structure à construire ou l'élargissement d'une structure de formation existante selon les régions. Dans le cadre du PRFP, il est prévu de doter chacune des treize (13) régions du Burkina d'un lycée professionnelle. A défaut de pouvoir construire des structures régionales uniquement dédiées à la formation aux métiers agricoles et du milieu rural, il conviendra d'intégrer ces formations au sein de ces lycées professionnelles.

- **Sous programme 2.2 : Soutien aux promoteurs non publics de l'offre de formation agricole et rurale**
- **Sous programme 2.3 : Mise en place d'une ingénierie de la formation de qualité pour la FAR**

LA SNFAR au BURKINA

- **Axe stratégique 2: Développement de l'EFTP dans le secteur agricole et rural tel que défini dans la PN/EFTP et son plan d'actions**
- **Programme 2: Développer l'EFTP dans le secteur agricole**

- **Axe stratégique 3: Développement d'un système de vulgarisation et d'appui-conseil agricole sur toute l'étendue du territoire conformément aux recommandations de la SNVACA**
- **Programme 3: Mettre en œuvre les recommandations de la SNVACA**

- **Axe stratégique 4: Développement du partenariat entre toutes les parties prenantes**
- **Programme 5: Mettre en place un système de partenariat pour la gestion et la gouvernance de la mise en œuvre de la SNFAR**

- **Programme 4: Promouvoir le genre et l'équité dans la mise en œuvre de la SNFAR**
- **(Transversalité et importance critique du thème)**

LA SNFAR au BURKINA

- L'atelier de décembre 2014 à proposer un plan d'actions qui a fait l'objet d'un chiffrage prioritairement dans les 302 communes rurales.
- Le coût total du plan d'actions est estimé à **81 milliards 344 millions de FCFA**

- *Programme 1: Appuyer la mise en œuvre du PDSEB et du PRONAA en milieu rural : 47 milliards*
- *Programme 2: Développer l'EFTP dans le secteur agricole: 26 milliards 800 millions*
- *Programme 3: Mettre en œuvre les recommandations de la SNVACA: 6 milliards 84 millions*
- *Programme 4: Promouvoir le genre et l'équité dans la mise en œuvre de la SNFAR : 1 milliard 460 millions*
- *Programme 5: Mettre en place un système de partenariat pour la gestion et la gouvernance de la mise en œuvre de la SNFAR (définir un % du coût global)*

• **Je vous remercie pour votre attention**



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

APERÇU SUR LE PROCESSUS DE RÉNOVATION DU DISPOSITIF DE FORMATION AGRICOLE ET RURALE (FAR) AU TOGO

Présenté par Jacques AYITE

Mamou, 19 Février 2018

PLAN DE PRÉSENTATION

- CONTEXTE ET JUSTIFICATION
- ACTIVITÉS MENÉES ET RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR
- DEFIS MAJEURS DU DISPOSITIF DE FORMATION AGRICOLE ET RURALE
- CONCLUSION

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Forte mutation dans le secteur agricole (2009, mise en œuvre du PNIASA avec relance de la production agricole)

Nouveaux projets, nouveaux enjeux, nouveaux défis émergents dans le secteur agricole

Nouveaux métiers = besoin en ressources humaines qualifiées pour la conduite et l'exécution des travaux

Besoin de rénovation du système de formation agricole rurale et professionnelle

le système de formation rurale connaît des difficultés : désuet, il n'est plus adapté, ne répond plus ni à la demande sociale de promotion rurale, ni aux besoins des populations en qualification professionnelle et en nouvelles compétences exigées par un secteur agricole en mutation

or

II- ACTIVITES MENEES ET RESULTATS

2.1. DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE LA FORMATION AGRICOLE

Année 2012,

Le gouvernement a commandité le diagnostic du dispositif de formation agricole et rural, avec l'appui des experts d'Agro campus

Objectif

Analyser l'existant en regard avec les besoins auxquels les structures de formation répondent actuellement et de concevoir l'enseignement à dispenser demain en lien avec les besoins émergents et les nouveaux modèles agricoles à construire.

2.1. DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE LA FORMATION AGRICOLE

- De ce diagnostic, il en ressort que **la formation technique et professionnelle initiale diplômante et qualifiante est peu développée de manière générale**
- **Un dispositif sous dimensionné par rapport aux enjeux de développement** = Faible niveau de couverture
- **Des formations focalisées sur la production qui ne prennent pas en compte l'amont (intrants, mécanisation...) et l'aval (transformation, conservation, commercialisation) des filières;**
- **Une formation technique et professionnelle initiale, diplômante et qualifiante peu développée**
- **Absence d'implication des acteurs agricoles dans les formations** = nécessité de créer un cadre de discussion / concertation
- **Vétusté des matériels pédagogiques et ateliers de formation**
- **Insuffisances d'infrastructures et d'équipements adaptés**

2.1.DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE LA FORMATION AGRICOLE (suite)

- **Faible collaboration entre les différents ministères** en charge de l'éducation et de la formation
- **Absence de dispositif de définition des qualifications** requises /Inexistence des référentiels et répertoires des métiers agricoles
- **Un déficit d'image de l'entrepreneuriat** agricole lié aux difficultés structurelles du secteur
- **Pas de mécanisme public d'appui aux CFAR** (infrastructures, curricula, pédagogie.

2.1.DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE LA FORMATION AGRICOLE (Fin)

Les résultats de ce diagnostic ont révélé des écarts significatifs qu'il faille combler. Mais, il a été recommandé, avant toute intervention sur le dispositif de formation actuel, que ce soient des améliorations ponctuelles ou des réformes plus radicales, d'élaborer une stratégie de Formation Agricole et Rurale (FAR) qui :

- (i) donnera un cadre général et cohérent du développement du système,
- (ii) clarifiera les rôles des différents acteurs, et
- (iii) permettra de définir les axes stratégiques.

2,2, DEFINITION DES GRANDS AXES DE LA REFORME DE LA FAR

ORGANISATION DE LA JOURNÉE THÉMATIQUE FAR les 24 et 25 octobre 2013 pour adopter et mettre en place une feuille de route pour la rénovation du dispositif FAR au Togo

Forte
mobilisation
de tous les
acteurs
FAR

5 AXES STRATEGIQUES POUR LA FAR

AXE 1: Assurer la *gouvernance et le pilotage* du dispositif de formation agricole et rurale au Togo

AXE 2: *Elaborer le référentiel des métiers* de l'agriculture au Togo

AXE 3: *Rénover les curricula de formation* au regard des métiers agricoles

AXE 4 Réformer l'offre de formation)

AXE 5: Renforcer les *capacités des centres* de formation agricole et rurale

2,3, CREATION DE LA DIRECTION DE LA FORMATION ET DE DIFFUSION DES TECHNIQUES ET DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES (DFDTOPA)

CREATION

Par arrêté n°
042/13/MAEP/Cab/SG du 06
juin 2013, portant organisation
du Ministère de l'Agriculture
de l'Élevage et de la Pêche
au Togo a créé la DFDTOPA

MISSION DE LA DFDTOPA

Coordination de toutes
les actions de formation
agricole et rurale au
Togo

2,4, MISE EN PLACE D'UN GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTERIEL (GTI) SUR LA FAR

CREATION

Arrêté
n°067/13/MAEP/
Cab/SG du 7
novembre 2013

MISSION

- Définir les orientations
- Veiller à l'élaboration et à l'adoption d'une stratégie nationale de la FAR
- Assurer la mise en œuvre et le suivi de la rénovation de la FAR

COMPOSITION

SG MAEH (Président), METFP (VP),
DFDOPA 1er Rapporteur,
CPCAT 2ème Rapporteur

Membres:

DRH, DPPSE, INFA,
ICAT
ITRA,, MDBAEJ, MEF
CADERT, ESA, ANPE
CNP, CMT
CCIT, CTOP, CFAR,
Sté Civile

2.5. OPERATIONNALISATION DU PROJET EDUCATION ET FORMATION TECHNIQUE PROFESSIONNELLE AGRICOLE (EFTP)/PDDAA/GIZ AU TOGO

CONTEXTE EFTP/GIZ

L'EFTP/PDDAA est exécuté par le NEPAD avec l'appui technique et financier de la GIZ et s'exécute dans six (6) pays pilotes en Afrique dont le Togo pour une première phase de trois (3) ans (2014-2016). Phase 2 lancée

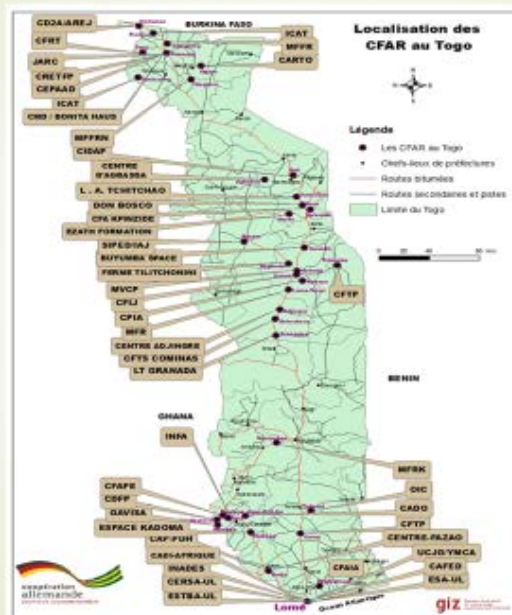
REALISATIONS

- Un panorama des métiers porteurs dans 12 filières élaboré
- 6 curricula de formation aux métiers agricoles élaborés
- 20 fiches métiers agricoles élaborées (13 pour le riz et 7 pour l'aquaculture)
- Elaboration du projet SNFAR;
- Constitution d'une base de données CFAR ;
- Elaboration d'un document sur les bonnes pratiques en matière de FAR;
- Amorçe d'un dispositif de traçabilité des apprenants avec l'ANPE
- Appui à la mise en place du cadre de certification des métiers agricoles (titres professionnels)
- Appui à la création de l'APCFAR

2.6.-SITUATION DES CENTRES DE FORMATION AGRICOLE RURALE

Indicateur	Maritime	Plateaux	Centrale	Kara	Savanes	Total
Total de CFAR recensés	11	8	10	7	11	47
dont CFAR publics	4	1	2	3	3	13
dont CFAR privés	7	7	8	4	8	34
CFAR fonctionnels	11	5	9	3	9	37
dont CFAR publics	4	1	1	0	1	7
dont CFAR privés	7	4	8	3	8	30
CFAR non/peu fonctionnels	0	3	1	4	2	10
dont CFAR publics	0	0	1	3	2	6
dont CFAR privés	0	3	0	1	0	4
CFAR récemment rénovés	0	0	0	1	2	3
dont CFAR publics	0	0	0	1	2	3
dont CFAR privés	0	0	0	0	0	0
CFAR à rénover ou à créer	0	2	1	2	0	5
dont CFAR publics	0	0	1	2	0	3
dont CFAR privés	0	2	0	0	0	2
Total de CFAR privés agréés	0	0	1	1	1	3

2.6.-CARTE NATIONALE DES CFAR



2.7.-ELABORATION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE FORMATION AGRICOLE ET RURALE (SNFAR)

FINALITE SNFAR

Répondre à une triple demande de compétences et de métiers i) celle de la sécurité alimentaire, ii) celle de l'agro-industrie, et iii) celle de l'exportation des produits agroalimentaires et agricoles.

QUATRE (4) AXES D'INTERVENTION

AXE 1:développement de la capacité de pilotage et de régulation du dispositif FAR

AXE 2: rénovation et la valorisation du dispositif de FAR

AXE 3: mise en place des mesures d'accompagnement de la FAR

AXE 4: mise en place d'un mécanisme de financement soutenable de la FAR

2.7.-ELABORATION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE FORMATION AGRICOLE ET RURALE (SNFAR)

Le présent document de stratégie nationale de formation agricole et rurale est élaboré et structuré comme suit :

- ❑ situation du secteur agricole et rural,
- ❑ principaux enjeux de la nation,
- ❑ situation et défis de la Formation Agricole et Rurale au Togo,
- ❑ orientations fondatrices de la Stratégie Nationale avec les axes stratégiques
- ❑ aspects institutionnel et financiers.

Il donne une vision synthétique des rôles des grands groupes d'acteurs, ainsi que des structures de pilotage et de coordination de la Stratégie Nationale de la FAR (SNFAR).

2.8- PROJETS en cours avec volet FAR

Projet national pour la promotion de l'entrepreneuriat rural (**PNPER/MAEH**) FIDA avec 3 composantes

- Facilitation de l'accès aux services non financiers (Renforcement et diversification de l'offre de formation et d'appui-conseil)**
- Facilitation de l'accès aux services financiers
- Coordination, suivi-évaluation et gestion des savoirs

PROJET STRUCTURATION ET AMELIORATION DE LA FORMATION AGRICOLE ET RURALE ET DE L'INSERTION (**SAFARI**)/MAEH/AFD
3 composantes

- Appui aux CFAR**
- Appui au pilotage du dispositif FAR**
- Coordination et gestion du projet

PROJETS EN COURS avec volet FAR (suite)

Programme d'appui à l'insertion et à l'employabilité des jeunes dans les secteurs porteurs (**PAIEJ-SP**)/MDBAEJ/BAD
3 composantes

- Développement des compétences entrepreneuriales des jeunes dans les secteurs porteurs**
- Appui à la mise en place d'un dispositif inclusif de financement**
- Appui à la gestion et à l'évaluation d'impact du projet**

Programme de formation Technique et professionnelle et emploi des jeunes (**PAFPE**) de la **KfW/MDBAEJ/METFP**.
3 composantes

- Construction/réhabilitation/équipements d'ateliers de formation et d'unités pédagogiques/production**
- Mesures d'accompagnement/Formation**
- Assistance à l'agence d'exécution**

DEFIS MAJEURS DU DISPOSITIF DE FORMATION AGRICOLE ET RURALE

I

Réformes institutionnelles

Valider la SNFAR, Clarifier les rôles, et renforcer les mécanismes de concertation et de pilotage de la FAR

II

Réformes du Système d'enseignement et d'apprentissage

Mettre en place un répertoire des métiers de l'agriculture, diversifier les offres de formation (chaîne de valeur), renforcer les formateurs, équiper les CFAR, etc

III

Réformes du mécanisme de financement

Mettre en place des mécanismes adaptés de financement de la formation agricole, cogérés, souples et efficaces.

IV

Actions transversales

- Mettre en place un système de traçabilité des apprenants (pendant et après la formation)
- Mettre en place un système de suivi-évaluation du dispositif de la FAR
- Mettre en place un cadre de certification des métiers agricoles (titres professionnels)

CONCLUSION

- La rénovation du dispositif de la FAR au Togo intègre parfaitement l'esprit et les résultats attendus de notre politique agricole et de son plan stratégique de transformation de l'agriculture à l'horizon 2030
- L'éducation, la formation professionnelle agricole ont un caractère pluriel et multisectoriel et à cet effet interpellent à une synergie d'actions, et une efficacité de l'appareil de formation,

MERCI DE VOTRE ATTENTION



Annexe 7 : Partage d'expériences : cas du Sénégal



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE
L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

**Atelier de formulation de la
SNFAR de la République
de Guinée
Mamou du 19 au 21 février 2018**

Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale (SNFAR): Exemple du SENEGAL

Présenté par
Abdou Khadre FALL
animateur RIFAR Zone 2

DEMARCHE D'ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE DE LA SNFAR

Idée née en 1996 et portée par un bailleur

- mise en place du comité national de pilotage;
- mise en place du comité des bailleurs de fonds;
- Mise en place des cinq comités régionaux et des deux comités horizontaux;
- élaboration des plans régionaux et horizontaux;
- élaboration plan stratégique national de la FAR
- colloque national : plan stratégique national de la FAR (validation)
- Mise en place de comité sectoriel technique pour la mise en œuvre (textes réglementaires, projets d'établissement, sous comités...)

DEMARCHE D'ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE DE LA SNFAR

Construction d'une vision partagée: «Former les acteurs d'une nouvelle économie agricole et rurale: Orientations et stratégies de formation à l'horizon 2015 »

Des études et analyses faites

- Approche démographique
- Analyse historique des politiques publiques et de la FAR
- Analyse diagnostique de la FAR
- Analyse prospective de la FAR face aux défis alimentaires, démographiques et d'insertion: horizon 2025
- Propositions d'orientation et de perspectives FAR

SNFAR: CHRONOLOGIE DE LA DEMARCHE

1996 : Naissance de l'idée de SNFAR à partir de quelques constats (état du dispositif);

1997 à 1999: déclenchement du processus jusqu'à la validation du document intitulé « Former les acteurs d'une nouvelle économie agricole et rurale : Orientations et stratégies à l'horizon 2015 », familièrement appelé document FAR avec un consensus des acteurs en mi 1999.

2000 : Agréé par l'Etat (Arrêté Min. Education 03/2000, créant un Comité National de Planification Stratégique de la FAR

SNFAR: CHRONOLOGIE DE LA DEMARCHE

- **1999 à 2002**: appui à la mise en œuvre des orientations et stratégies FAR, Bureau d'Appui à la Coopération sénégal-suisse;
- **2003**: création du BFPA
- **2004** : Loi d'Orientation Agro-sylvopastorale (LOASP) de la SNFASP: (Article 62) et le Chapitre 14 : Information agricole, éducation et formation aux métiers agricoles et ruraux
- **2005** : réactualisation de la SNFAR après de nouvelles études
- **2009** fin accompagnement Bureau d'Appui de Coopération Suisse

SNFAR: Orientations et Stratégies



LOI D'ORIENTATION AGRO-SYVOPASTORALE (LOASP 2004) VÉRITABLE AVANCÉE

- Reconnaissance de l'agriculture comme métier;
- Acceptation du terme d'exploitation agricole familiale;
- Incitation à la mise en place par département administratif de structures de formation

Mise en place de:

- Système national de conseil agro-sylvopastorale (SNCAPS)
- Fond National de développement agro-sylvopastoral (FNDASP)
- Système national de recherche agro-sylvopastoral (SNRASP)
- système d'information technologique agricole et rurale (SITAR)

DES ACQUIS IMPORTANTS

- Des acteurs qui commencent à échanger et se traiter d'égal à égal (symétrie des positions);
- Un travail fourni sur l'approche par la demande et la capacitation par les différents acteurs;
- Vision partagée par 3 partenaires au développement;
- Une réflexion désormais portée par un service de l'Etat (BFPA du Ministère de L'Agriculture);
- LOASP : un cadre privilégié de mise en œuvre:
 - * adosser une politique de formation des ressources humaines du secteur agricole.
 - * renforcer les relations Recherche/Conseil/Formation dans un ensemble « Renforcement de capacités ».

DES ACQUIS IMPORTANTS

- Ouverture de nouvelles structures et filières de formation surtout dans le supérieur;
- Évolution Centres d'Initiation Horticole (CIH) en Centres d'Initiation et de Perfectionnement dans les métiers de l'Agriculture (CIPA);
- Implication de toute la profession surtout les OP dans les projets d'établissement des structures de formation;
- Début de renouvellement du personnel des structures de formation
- Changement de tutelle des Ecoles et centres de formation agricole et rurale Comité National de Planification
- Stratégie de la FAR Comité Régional de Planification Stratégique de la FAR
- Réseau des Formateurs de la Vallée du Fleuve Sénégal;
- Bureau de la Formation Professionnelle Agricole
- Création de nouvelles filières et d'URR;
- Formation de formateurs

ÉVALUATION PAR LES ACTEURS

- Une application partielle de la SNFAR liée pour l'essentiel à l'absence de certains décrets d'application de la LOASP ;
- Un manque d'articulation entre la SNFAR et les stratégies développées dans d'autres départements ministériels malgré le caractère multisectoriel reconnu de la formation ;
- De nombreuses initiatives porteuses menées de façon cloisonnée souffrent de l'absence de capitalisation et d'appropriation par les pouvoirs compétents ;
- Une insuffisance de ressources allouées à la FAR et des difficultés dans la mobilisation des fonds par tous les acteurs ;

ÉVALUATION PAR LES ACTEURS

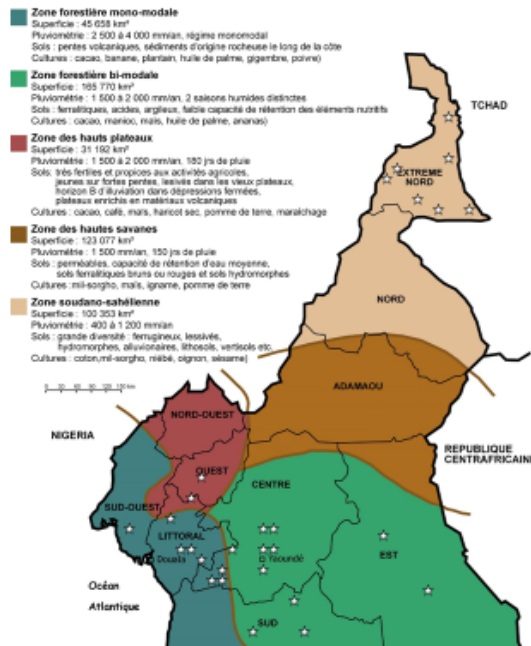
- engagement remarqué de l'ensemble des acteurs pour la mise en œuvre de la FAR.

recommandations :

- élaboration et finalisation urgente des textes d'application relatifs à la FAR;
- Rendre fonctionnel les cadres de concertation;
- appropriation par les autorités de l'ensemble des initiatives porteuses ;
- accroissement des ressources publiques allouées à la FAR et la mise en place de mécanismes efficaces de mobilisation des ressources additionnelles.



FIGURE N°1 : localisation des centres publics de formation



DISPOSITIF RENOVE DE F&I



Expérience camerounaise





AFOP



1.Acronyme: Programme d'Appui à la renovation et au développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêche (AFOP)

2.Co-tutelle de 2 ministères sectoriels (MINADER et MINEPIA)

3.Financement: Contrat de désendettement et de Développement (C2D)

4.3 phases successives: 2008-2012; 2012-2016; 2017-2021)

5.Un processus en parallèle de l'elaboration des documents de politique sectorielle



RAPPEL DU PROCESSUS DE RENOVATION: ORIENTATIONS POLITIQUES



DSCE

Soutenir la croissance et l'emploi

POLITIQUES SECTORIELLES (SDSR, PNIA...)

Le développement du capital humain au centre de la stratégie de croissance, en particulier à travers la formation professionnelle initiale et continue

PUSJ

Accompagnement à l'insertion des jeunes

Contraintes qui freinent l'économie rurale (diagnostic du secteur rural de 2005)

- *Ressources humaines*
 - Vieillessement de la main d'œuvre agricole et rurale
 - Faible qualification des acteurs du secteur rural
 - Exode rural et sous emploi des jeunes
- *Compétitivité des unités de production*
 - Faible productivité des exploitations familiales agricoles
 - Peu ou pas d'entreprises agricoles
- *Contexte social*
 - Faible attractivité des métiers agricoles et para agricoles

Rajeunir la main d'œuvre agricole

Professionnaliser les nouveaux entrants et producteurs en activités

Réduire le chômage et le sous emploi



Création des richesses et des emplois

Enjeux du secteur agricole et rural

1. Contribuer à la lutte contre la pauvreté
2. Assurer la sécurité et l'autosuffisance alimentaires
3. Réussir l'intégration dans les échanges
4. Assurer la durabilité des performances

EN CONCLUSION

Tous ces documents de politique et plans stratégiques identifient le levier « formation et insertion professionnelles » comme vecteur important devant contribuer aux objectifs de croissance et d'emplois

D'où la nécessité de réactiver le levier « formation-insertion » dans le domaine agropastoral



RAPPEL DU PROCESSUS DE RENOVATION



Etat des lieux en 2005

- Dégradation des infrastructures d'accueil
- Programmes de formation inadaptés
- Insuffisance et le non recyclage du personnel formateur
- Faible taux budgétaire alloué à ces institutions de formation par l'État
- Faible couverture territoriale et inégale répartition des structures de formation
- Textes réglementaires inadaptés
- Structures privées ignorées par le MINADER et le MINEPIA
- Flux de formation très faibles



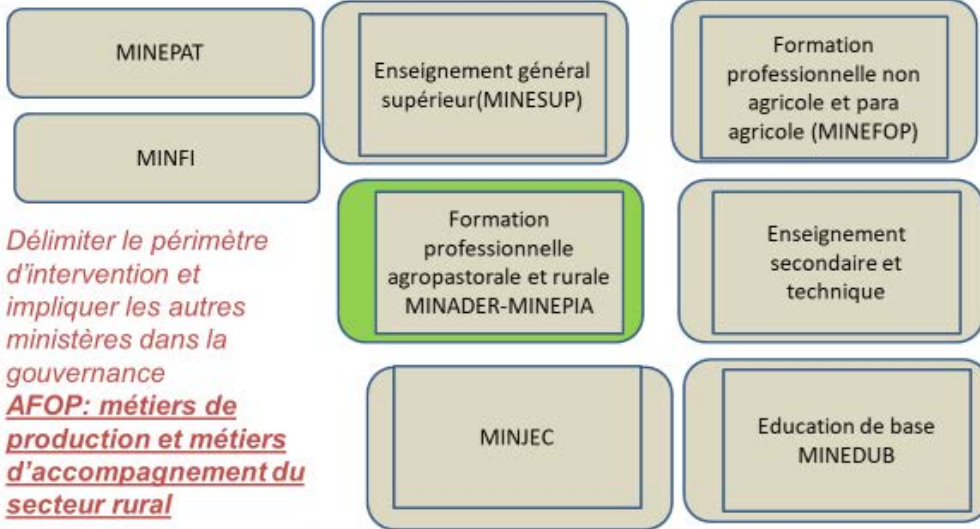
RAPPEL DU PROCESSUS DE RENOVATION



AXES DE LA RENOVATION :

- Élaboration des nouveaux contenus de formation
- Amélioration de la gouvernance et opérationnalisation des structures de formation
- Rénovation pédagogique
- Formation des acteurs en charge du pilotage et de l'animation du dispositif
- Acquisition des matériels didactiques et pédagogiques
- Accompagnement des jeunes formés porteurs de projet à l'insertion
- Construction/Réhabilitation des infrastructures et équipements périphériques

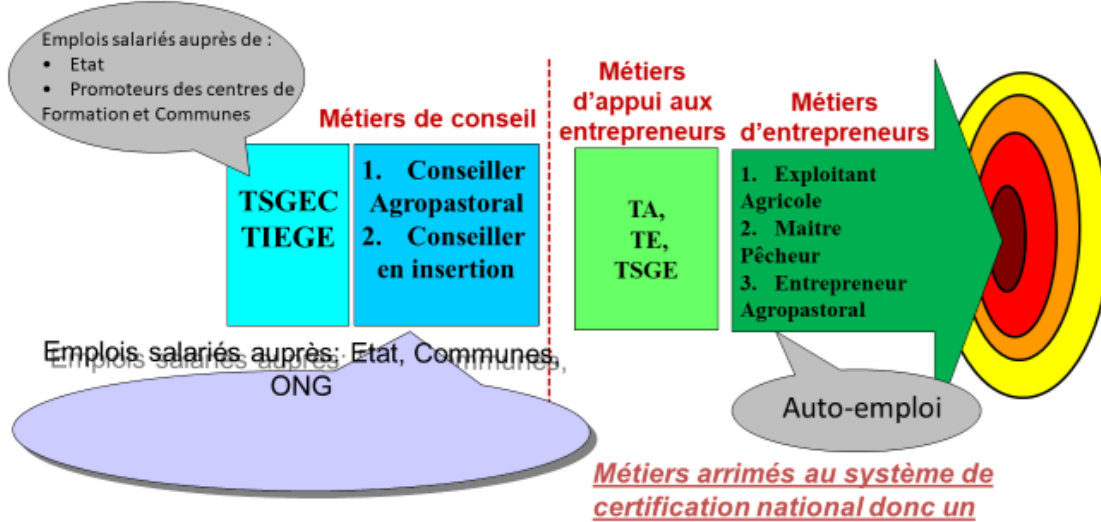
Nature de la formation: Formation professionnelle initiale, continue C1-Ancrage institutionnel



Délimiter le périmètre d'intervention et impliquer les autres ministères dans la gouvernance
AFOP: métiers de production et métiers d'accompagnement du secteur rural

QUELS METIERS ACTUELLEMENT C2: Quelle demande (sociale, territoriale, professionnelle, politique)

- Développement du capital humain et renouvellement intergénérationnel



	2006	Chantier de la Formation Professionnelle et l'insertion des jeunes		2017
		AFOP 1 CD I	AFOP 2 CDII	
Centres				
Centres fonctionnels	15			90
Nb jeunes formés / 2 an	0			2700
Nb jeunes inséré / an	0			1000
Ecoles				
Ecoles fonctionnelles	18			26
Nb jeunes formés/an	500			1800
Nb insérés/an	0			260



Acteurs du territoire et professionnels

- 101 conseils de gestion/conseils d'administration
- 42 commissions territoriales
- 10 commissions financières
- 10 commissions régionales d'approbation des projets de centre
- 1 945 référents
- 966 maîtres de stages

Construction de valeurs comm

Veiller à

- Posture
- Démarche
- Fonction
- Relation

Co construction

Etat: niveau central et déconcentré



Le projet d'établissement: Instrument de négociation-financement-pilotage





Quelle animation du processus Développement des compétences socles C5: Quelle organisation-animation



Ressources humaines formées :

- Des équipes dédiées niveau national, zone et niveau des structures
- Un consortium d'assistance technique (1 ATR et des missions ponctuelles)
- Une option de développement d'une expertise locale (Formation-action + relais camerounais) dans 7 domaines d'ingénieries liées à la formation autour des équipes thématiques
- Développement de 3 centres de ressources pédagogiques
- Développement des démarches et outils
- Construction des valeurs communes



Animation pédagogique C6: Quelle pédagogie pour construire les capacités Visées par les métiers



Pédagogie de l'alternance dans les centres

3 pôles: MSP-Centre-Famille

Mise en stage dans les écoles et centres de pêche

Accompagnement à l'élaboration des projets d'insertion

Elaboration de démarches et outils

- Organisation
- Animation
- Evaluation

Champ d'action: Diptyque Formation-Insertion

Formation aux métiers

- ✓ Formation par alternance
- ✓ Formation avec mise en stage

Accompagnement à l'insertion des jeunes formés



Cadrage réglementaire C8: quels aspects à clarifier pour démarrer



- Face aux décrets qui fixaient le statuts des centres et écoles(contrainte forte)
- Elaboration des décisions ministérielles à titre expérimental
- Accompagnement de la DGER du Ministère en de l'agriculture en France



INSERION C7: Quel dispositif complémentaire d'accompagnement à l'insertion



- Accompagnement technique
- Accompagnement financier
- Accompagnement à l'intermédiation
- Accompagnement à la mise en marché
- Accompagnement à la gestion





Rénovation des infrastructures C10: Quelle ambition



Infrastructures et équipements rénovés

- Construction de 33 salles de classe, 22 dortoirs
- Réhabilitation de 91 bâtiments pédagogiques
- 31 véhicules et 275 motos et du matériel informatique et didactiques



Attractivité C9: Contraintes et mesures transversales



Projet de vie

- Reconnaissance sociale
- Reconnaissance territoriale
- Reconnaissance professionnelle
- Reconnaissance économique
- Reconnaissance administrative

Comment promouvoir l'image des métiers agricoles



Ménaces	Opportunités
<p>Pas de politique agricole claire Très souvent des slogans</p>	<p>Démarche processus acceptée par l'AFD entraînant une grande souplesse et flexibilité (droit à l'erreur)</p>
<p>Cadre institutionnel en perpétuel remaniement (périmètre de compétence à renégocier)</p>	
<p>Différents PTF arrivent avec leur argent et boîte à outils de formation</p>	
<p>Départ à la retraite des cadres portant le socle des compétences</p>	





C2D-AFOP



Programme d' **A**ppui à la rénovation et au développement de la **F**ormation Professionnelle dans les secteurs de l' agriculture, de l' élevage et des pêches



C2D-AFOP



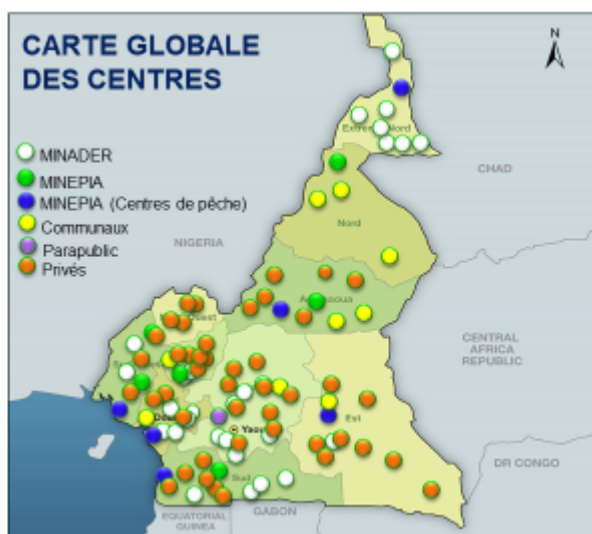
BILAN DES ACTIVITES



TOTAL CENTRES SOUS RENOVATION:

95

Catégories	Types	Total
Publics MINADER	CFR	15
	CFJA	10
	CEAC	3
Total		28
Publics MINEPIA	SA	3
	SE	3
	CFJP	3
	CACP	3
	Total	
Communaux et parapublics		10
Privés		45





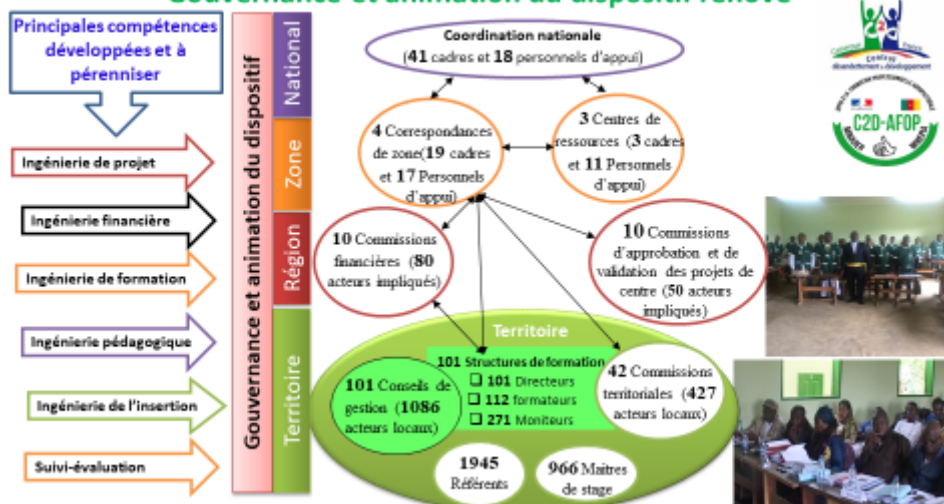
TOTAL ECOLES RENOVEES:

26

Catégories	Types	Total
Publiques MINADER	ETA	9
	CRA	3
	EFSDC	3
	EF9C	2
	EFSEAR	1
Total		18
Publiques MINEPIA	CNFZV	3
Privées		5



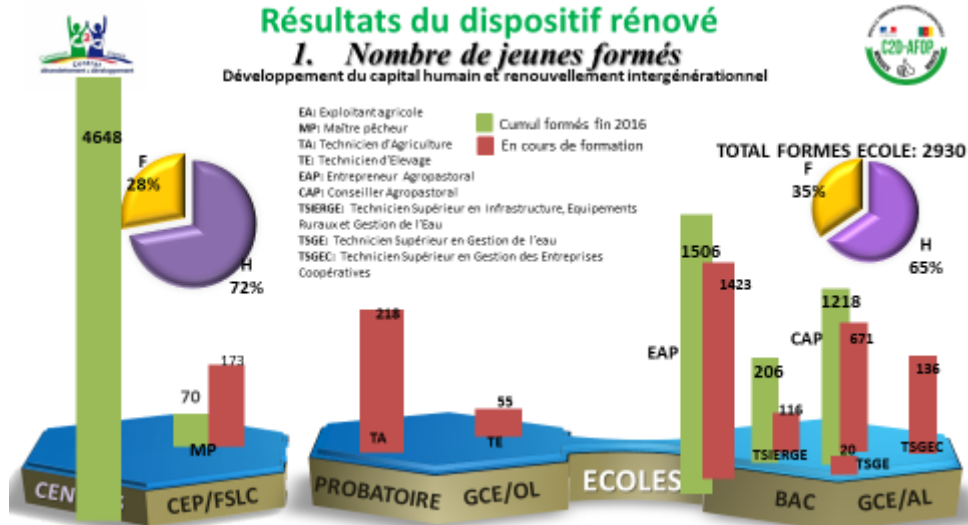
Gouvernance et animation du dispositif rénové



Résultats du dispositif rénové

1. Nombre de jeunes formés

Développement du capital humain et renouvellement intergénérationnel





C2D-AFOP



Formation dans les Centres QUE SONT-ILS DEVENUS ?



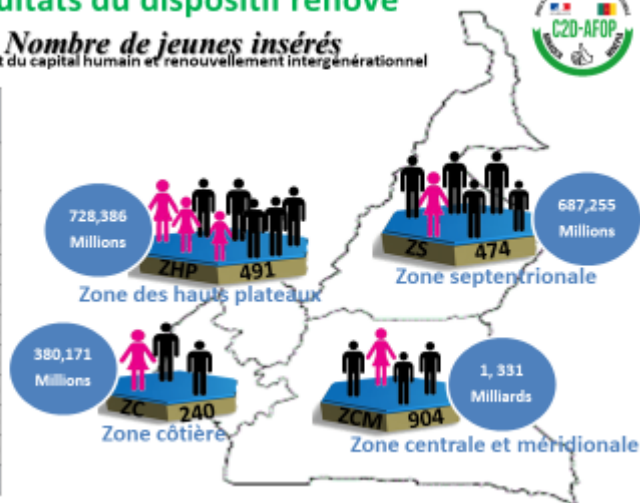
Résultats du dispositif rénové

2. Nombre de jeunes insérés

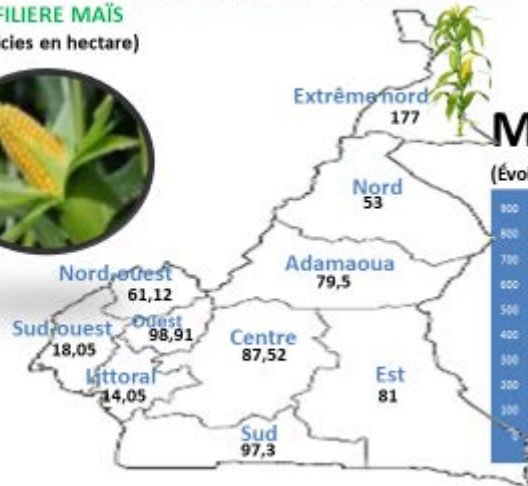
Développement du capital humain et renouvellement intergénérationnel



Régions	jeunes insérés	Financement (Fcf)
Extrême-Nord	311	453 836 965
Nord	58	81 613 420
Adamaoua	105	151 804 850
Est	312	457878468
Centre	277	406254680
Sud	315	467 076 546
Littoral	176	284 335 288
Sud-Ouest	64	95 836 250
Nord-ouest	220	324 203 836
Ouest	271	404 182 240
Total	2 109	3 127 022 548



**CONTRIBUTION DES JEUNES INSERES AU DEVELOPPEMENT
DE LA FILIERE MAÏS**
(Superficies en hectare)

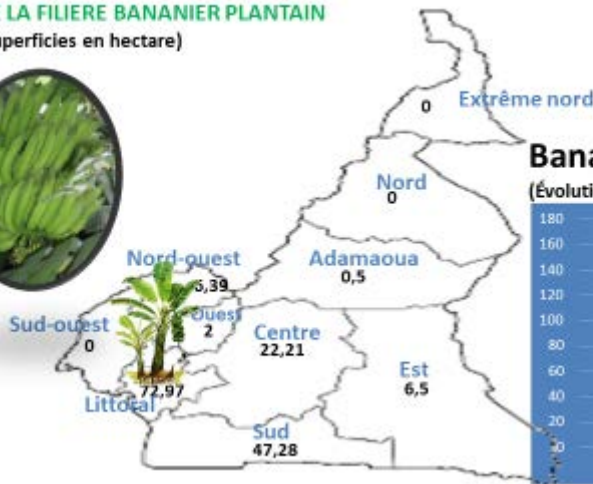


Maïs

(Évolution des superficies en ha)



**CONTRIBUTION DES JEUNES INSERES AU DEVELOPPEMENT
DE LA FILIERE BANANIER PLANTAIN**
(Superficies en hectare)

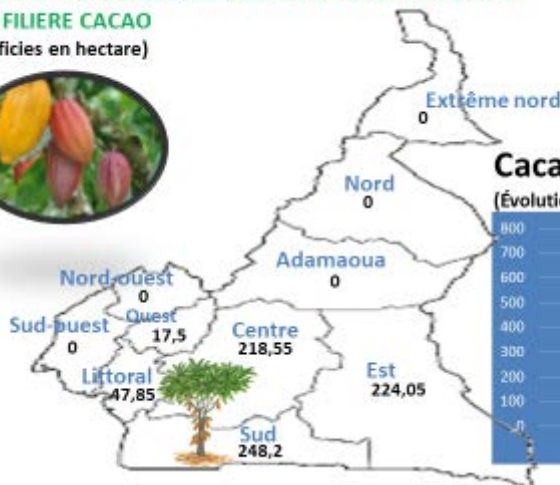


Banier plantain

(Évolution des superficies en ha)

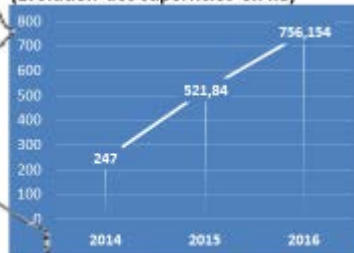


**CONTRIBUTION DES JEUNES INSERES AU DEVELOPPEMENT
DE LA FILIERE CACAO**
(Superficies en hectare)



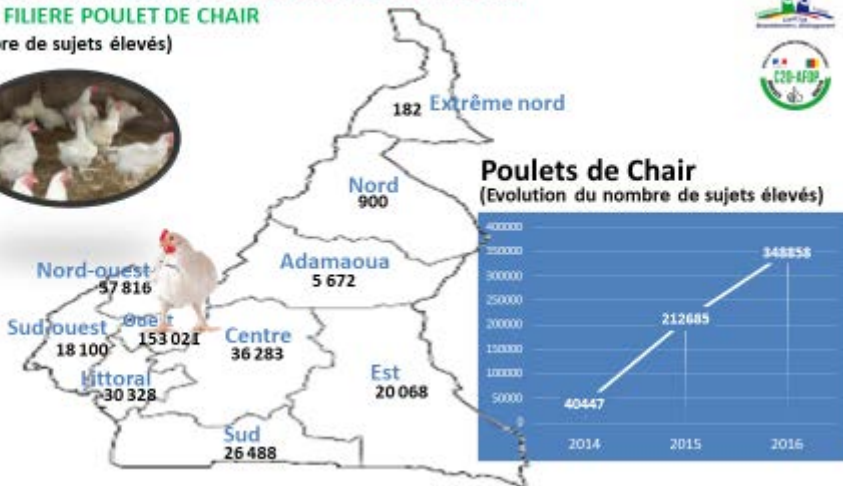
Cacao

(Évolution des superficies en ha)



CONTRIBUTION DES JEUNES INSERES AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE POULET DE CHAIR

(Nombre de sujets élevés)

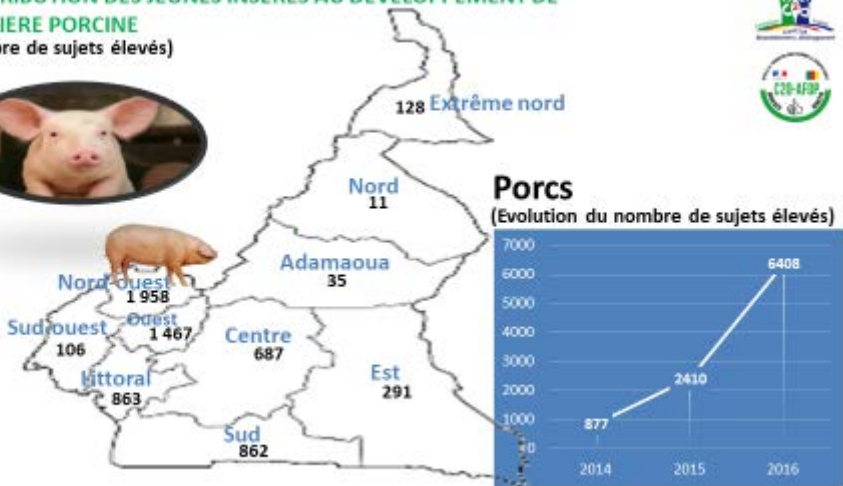


Poulets de Chair
(Evolution du nombre de sujets élevés)

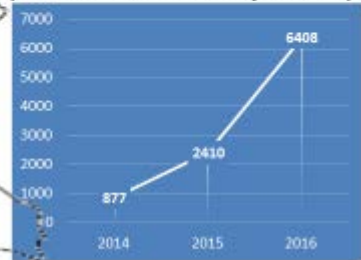


CONTRIBUTION DES JEUNES INSERES AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE PORCINE

(Nombre de sujets élevés)

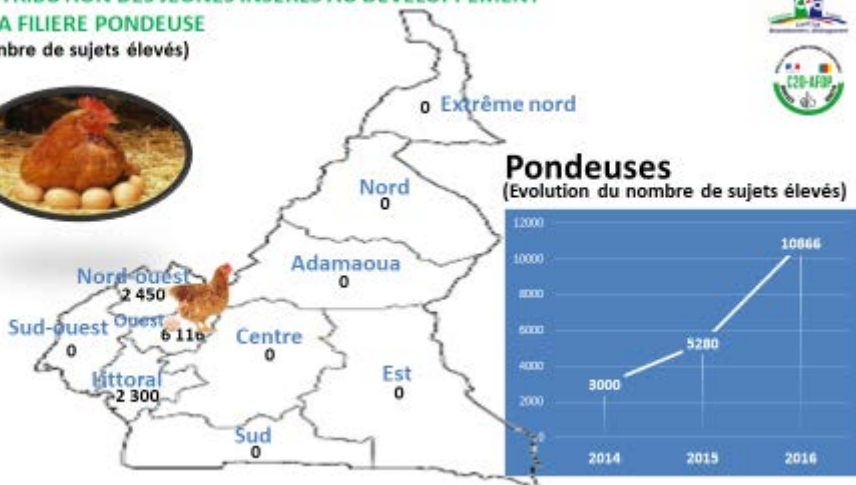


Porcs
(Evolution du nombre de sujets élevés)

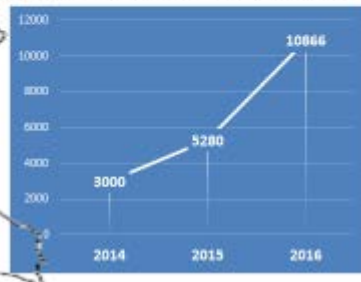


CONTRIBUTION DES JEUNES INSERES AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE PONDEUSE

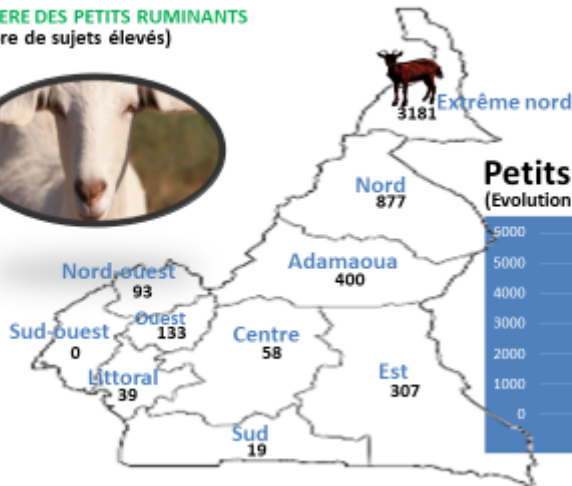
(Nombre de sujets élevés)



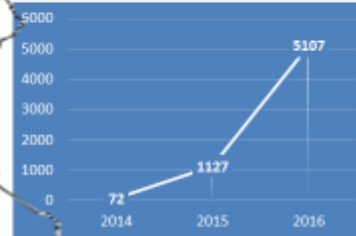
Pondeuses
(Evolution du nombre de sujets élevés)



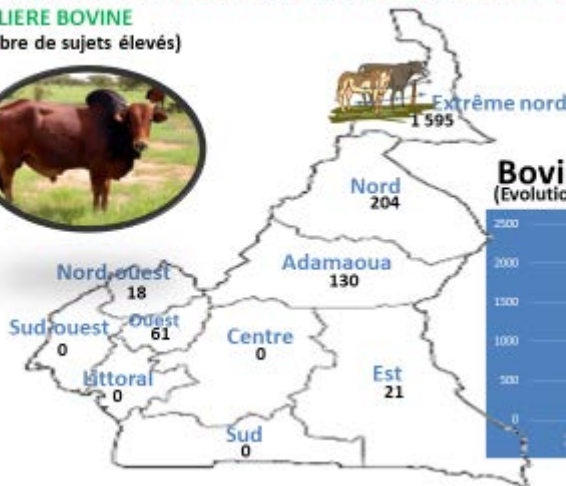
CONTRIBUTION DES JEUNES INSERES AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE DES PETITS RUMINANTS
(Nombre de sujets élevés)



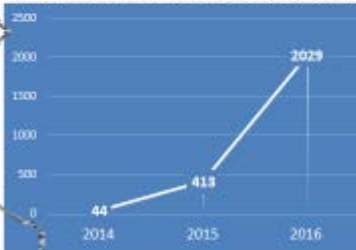
Petits ruminants
(Evolution du nombre de sujets élevés)



CONTRIBUTION DES JEUNES INSERES AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE BOVINE
(Nombre de sujets élevés)



Bovins
(Evolution du nombre de sujets élevés)

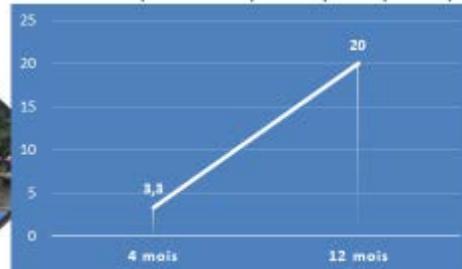


CONTRIBUTION DES JEUNES INSERES AU DEVELOPPEMENT LA FILIERE HALIEUTIQUE

Quantité de poissons en tonnes



Poissons
Evolution des quantités de poisson pêché (tonnes)





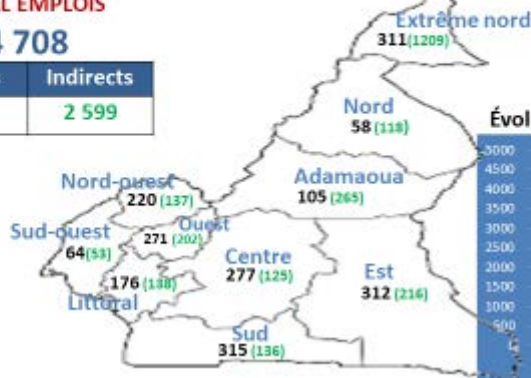
CONTRIBUTION DE L'INSERTION DES JEUNES A LA CREATION D'EMPLOIS



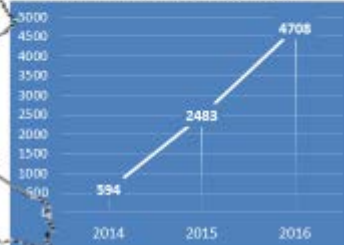
TOTAL EMPLOIS

4 708

Directs	Indirects
2 109	2 599



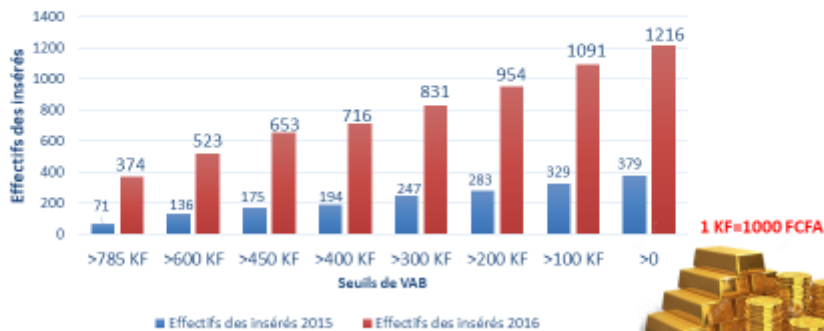
Évolution des emplois créés



CONTRIBUTION DES JEUNES INSERES A LA CREATION DE LA RICHESSE



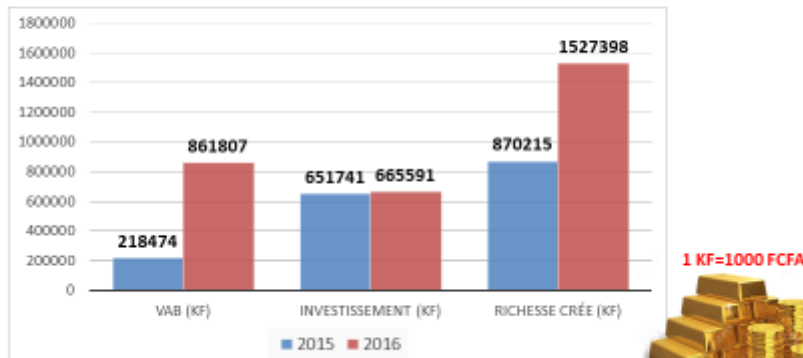
1. Évolution des effectifs des insérés en fonction des seuils de Valeur Ajoutée Brute (VAB)



CONTRIBUTION DES JEUNES INSERES A LA CREATION DE LA RICHESSE



2. Évolution de la richesse créée

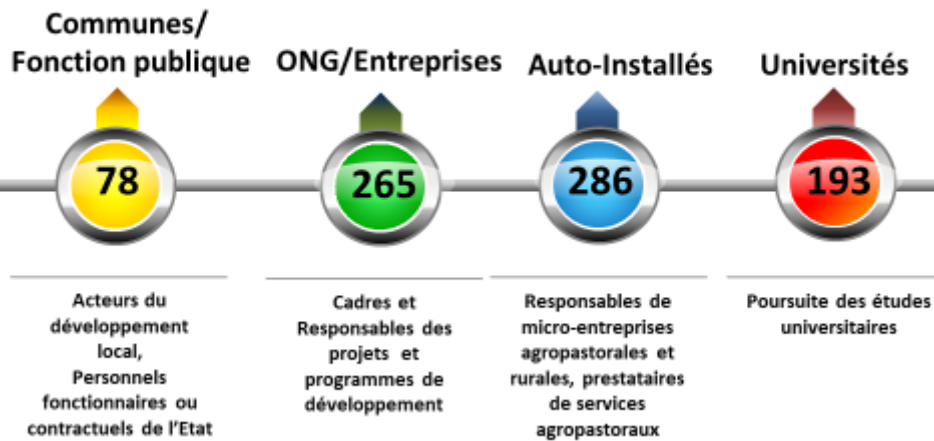




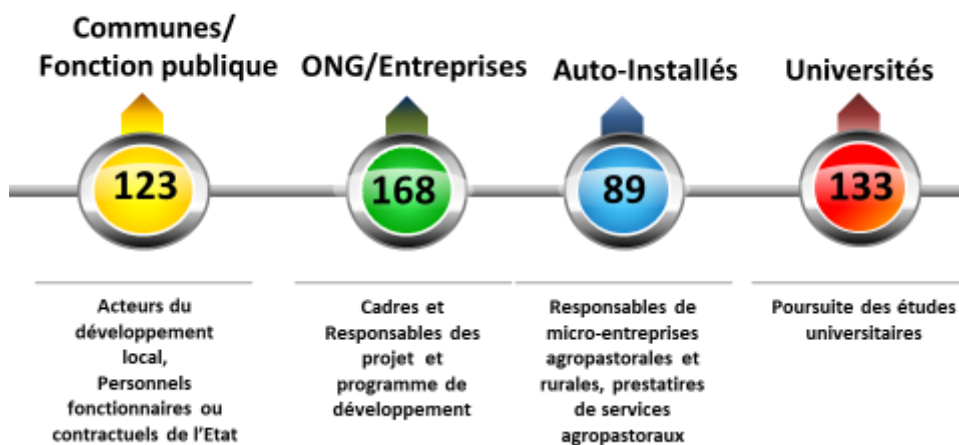
Formation dans les Ecoles QUE SONT-ILS DEVENUS ?

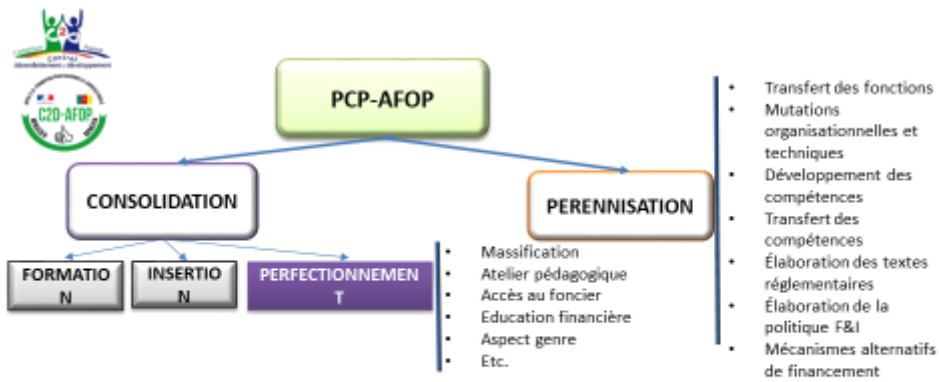


SUR 1081 DIPLOMES EAP DES ECOLES



SUR 835 DIPLOMES CAP DES ECOLES





Annexe 10 : Synthèse des réponses au question



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

LA SYNTHÈSE DES RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE



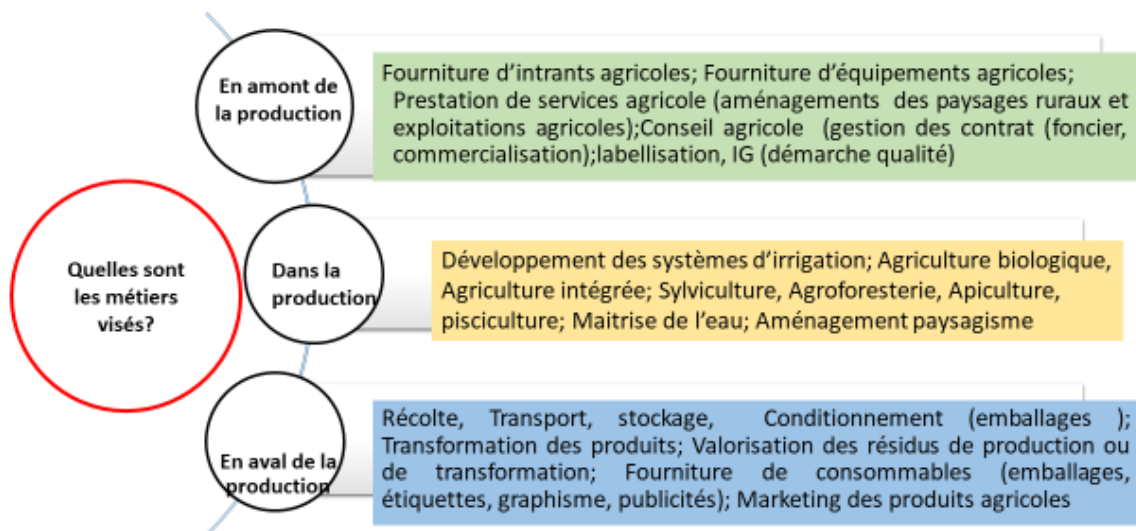
Février 2018

INTRODUCTION

Dans le cadre des préparatifs de la tenue de l'Atelier de formulation de la stratégie nationale de formation agricole et rurale en Guinée, un questionnaire a été adressé aux acteurs des différents Ministères Techniques, des organisations Professionnelles Agricoles (OPA), des Institutions de formation et des ONG.

→ Synthèse des réponses fournies

METIERS



TITRES PROFESSIONNELS & CERTIFICATION

Est-ce qu'il existe des titres professionnels reconnus au niveau national (notamment dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage) ?

***Ingénieure et Docteur** ; Assistant technique d'agriculture et d'élevage (ATA, ATE) ; Contrôleur technique d'agriculture et d'élevage (CTA, CTE) ; Moniteur d'agriculture ou d'élevage appelé *paysans relais*.*

Comment se fait la certification des compétences pour ces métiers ?

évaluation en fin de formation suivie de la certification des compétences; reconnaissance des diplômes par les autorités compétentes

INSERTION

Comment un dispositif d'insertion se place-t-il par rapport à un dispositif de formation ?

*Le dispositif de **formation se place en amont du dispositif d'insertion** ; les deux dispositifs doivent **travailler en synergie** de manière que la formation soit le moteur essentiel qui permettrait de rendre durable des actions du dispositif d'insertion ; la formation en alternance constitue le pont.*

Quelles sont les mesures d'accompagnement complémentaires à mettre en place dans le cadre de l'insertion des jeunes ruraux ?

***appuis technique et financier**: création d'un **fonds d'appui aux projets des jeunes** en milieu rural ; accompagnement en **outillage et équipement agricole** des producteurs ; structuration des jeunes en Groupement d'Intérêt Economique (GIE) avec un accompagnement financier et technique ; **facilitation et la garantie** de l'accès des jeunes au foncier rural ; **création des fonds compétitifs** des jeunes.*

ANCRAGE TERRITORIAL DE LA FAR

Comment améliorer l'ancrage territorial du dispositif de formation et d'insertion?

forte implication des ministères techniques concernés par le développement rural ; forte synergie avec des différents acteurs évoluant sur le terrain ; spécialisation des centres de formation selon le potentiel territorial ; sensibilisation, formation, pérennisation des acquis ; amélioration des conditions de l'environnement socioéconomique ; Appui et le soutien des bénéficiaires ; formation des formateurs.

FORMATION DES PRODUCTEURS

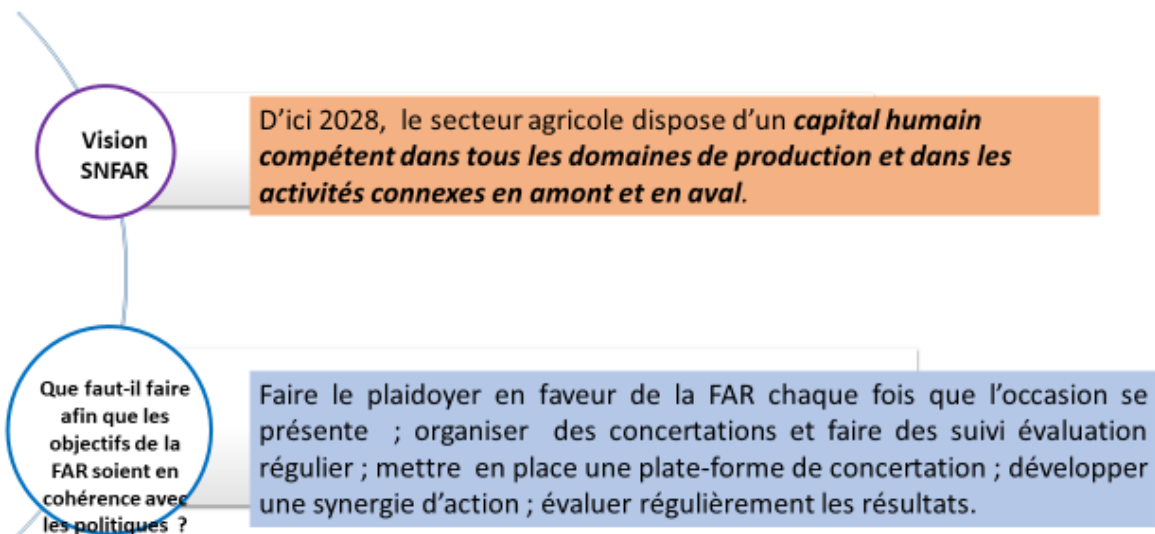
Que faut-il faire pour construire la demande en formation des producteurs ?

tenir compte de la pratique paysanne et essayer de les améliorer ; poser un diagnostic réel des problèmes et de la demande en formation des producteurs ; partir d'un diagnostic participatif au sein des organisations et leaders paysans ; tenir compte des enjeux des localités ; identifier des solutions aux contraintes et adapter la formation aux moyens des producteurs ; prioriser les enjeux de l'environnement.

Quelles sont les modalités à privilégier pour la formation des producteurs ?

faire des parcelles de démonstration et les champs école ; tenir compte des besoins de formation exprimés par les producteurs. ; faire recours aux outils simples et imagés ; traduire en langue et sur un caractère d'alphabétisation de la localité ; faire des formations pratiques (le savoir-faire); privilégier dans la formation l'approche participative et les formations de courte durée ; faire Usage des boîtes à image.

VISIONS / ORIENTATIONS / STRATÉGIES 1/2



VISIONS / ORIENTATIONS / STRATÉGIES 2/2

Définition de six (06) grands axes stratégiques

Axe stratégique 1 : Renforcement de la Gouvernance en impliquant les différents acteurs et partenaires techniques;

Axe stratégique 2 : Définition et mise en œuvre d'une politique de formation agricole;

Axe stratégique 3 : Mise en place d'une ingénierie de la formation;

Axe stratégique 4 : Valorisation des métiers de l'agriculture et implication des professionnels;

Axe stratégique 5 : Renforcement des capacités des acteurs de développement rural;

Axe stratégique 6 : Identification des sources de financement

CONCERTATION-PILOTAGE

Qui va porter la SNFAR ?
Pour faire quoi ?

La SNFAR sera portée par un **comité de pilotage interministériel** comprenant les ministères de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de l'emploi, de l'agriculture de l'élevage, du Ministère de la jeunesse et de l'économie et des finances.

Quels rôles doivent-ils jouer ?

L'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de la SNFAR; l'orientation politique et le suivi ; la formation et financement ; l'encadrement ; **coordination et la planification des activités** à travers; capitalisation et de gestion des savoirs ; bonne gestion des ressources.

VIABILITÉ/DURABILITÉ

Quels dispositifs de financement faut-il mettre en place ?

☐ **Source de financement interne :**

La **contribution des filières agricoles** grâce à des cotisations professionnelles des acteurs des filières pour alimenter un fonds de la formation professionnelle agricole ; La **contribution des agro-industries** ; La **contribution accrue de l'Etat** ; Et autres sources

☐ **Source de financement externe**

Les **Partenaires Techniques et Financiers**; Des pistes nouvelles de recherche de financements doivent être explorées : **activités minières...**, etc.

Merci de votre attention !

Annexe 11 : Synthèse aux travaux de groupe



GRUPE DE TRAVAIL II
Participants:
Animateur: Dr. Boubacar DIALLO
Rapporteur: Pierre KAMANO



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE DE
LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE L'EMPLOI
ET DU TRAVAIL

PRESENTATION DES TRAVAUX



Mamou le 19 Février 2018

PLAN DE LA PRESENTATION

- 1- Enjeux et défis de la FAR
- 2- Reformulation de la vision, les finalités et les principes directeurs de la SNFAR
- 3- Proposition d'améliorations des axes stratégiques

ENJEUX DE LA FAR

- Il s'agit de prendre en compte:
- la dimension genre dans la Formation Agricole et Rurale;
- dans la FAR des questions environnementales, de l'agriculture et changement climatiques, de l'agriculture biologique;
- le désenclavement des zones de productions afin de booster la production agricole;
- dans la FAR la question de l'insertion des jeunes;
- dans la FAR toutes des activités agro-pastorales;
- des besoins des producteurs et les adapter à la FAR;
- Impulser une forte volonté politique pour la prise en charge des écoles FAR afin de rendre leur environnement plus attractif à la FAR;
- Veiller à l'entretien et à la maintenance des infrastructures des écoles FAR;
- Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation accompagné d'un système de collecte des données et de leur large diffusion

DEFIS DE LA FAR

- Accès à la terre pour les jeunes agriculteurs;
- Utilisation des NTIC pour la FAR;
- Professionnalisation de l'activité agricole afin qu'elle soit économiquement rentable;
- Redynamisation des organisations paysannes par la FAR;

VISIONS / FINALITES

Vision
SNFAR

D'ici 2028, le secteur Agricole et rural dispose d'un *capital humain compétent dans tous les domaines de production et dans les activités connexes en amont et en aval.*

FINALITES
SNFAR

- Développer une agriculture durable et performante;
- Contribuer à l'autosuffisance et la sécurité alimentaire tout en améliorant le revenu des exploitations familiales;
- Développer une agriculture compétitive et ouverte sur le marché extérieur;
- Aboutir à une agriculture qui crée de l'emploi, freine l'exode rural **et la migration irrégulière**



PRINCIPES
DIRECTEURS
DE LA
SNFAR

- Bâtir une forte interrelation et une logique de synergie d'action entre tous les acteurs de la FAR;
- Prendre en compte toutes les activités agricoles et rurales;
- Impliquer les autorités politiques et les responsables des organisations professionnelles pour davantage de visibilité des actions de la FAR ;
- Tenir compte de tous les documents de politiques se référant au secteur agricole et rural
- Faire de la FAR un véritable outil de professionnalisation des acteurs du monde rural en faisant de l'Agriculture un métier à part entière;
- Mettre en place une organisation/structure pour la formulation, la mise en place et la coordination des activités de la FAR
- Prendre en compte les spécificités régionales et réduction des disparités régionales
- Prendre en compte la diversité des acteurs à former (hommes et femmes, déscolarisés, post-primaires et producteurs)

7 GRANDS AXES STRATEGIQUES

Axe stratégique 1 : Renforcement de la Gouvernance du dispositif de la FAR en impliquant les différents acteurs et partenaires aux différentes échelles (niveau national, régional et local)

Axe stratégique 2 : Mise en place d'une ingénierie de la formation au service d'une formation initiale et continue en tenant compte de la demande économique et sociale, de la diversité agro-écologique du pays;

Axe stratégique 3 : Réhabilitation, extension et équipement des établissements existants, création des nouveaux centres de la FAR;

Axe stratégique 4 : Construction et mise en place d'un dispositif pour l'accompagnement et l'insertion socio-professionnelle des jeunes en milieu rural;

Axe stratégique 5 : Construction et mise en place d'un dispositif de formation de formateurs;

Axe stratégique 6 : Mise en place d'un dispositif d'identification et de mobilisation des financements de la FAR;

Axe stratégique 7 : Mise en place d'un dispositif d'information et de communication des activités de la FAR;

Axe stratégique 1 : Renforcement de la Gouvernance du dispositif de la FAR en impliquant les différents acteurs et partenaires aux différentes échelles (niveau national, régional et local)

- Analyse de la gouvernance actuelle (structuration, organisation, fonctionnement) aux différents échelons
- Mise en place d'un comité de pilotage national (Ministères concernés, secteur public et privé, établissement formation, projets et programmes, représentant de la société civile,

Axe stratégique 2 : Mise en place d'une ingénierie de la formation au service d'une formation initiale et continue en tenant compte de la demande économique et sociale, de la diversité agro-écologique du pays;

- Identification et analyse des métiers actuels et futurs de la FAR en rapport avec les enjeux et défis du secteur agricole et rural
- Elaboration de curricula de formation
- Définition des parcours de formation et de profils d'entrée
- Implantation des programmes dans les établissements
- Processus de validation permanente

Axe stratégique 3 : Réhabilitation, extension et équipement des établissements existants, création des nouveaux centres de la FAR;

Axe stratégique 4 : Construction et mise en place d'un dispositif d'installation des jeunes en milieu rural;

- Identification et caractérisation des contraintes liées à l'installation
- Définition des mécanismes d'installation des jeunes
- Foncier,
- Financement
- Projet professionnel
- Suivi

Merci de votre attention !



Annexe 12 : Synthèse du diagnostic rapide autour de 5 thématiques à ENAE de Tolo

Annexe 13 : Quelques photos



En route pour Mamou



La cérémonie d'ouverture de l'atelier, les officiels...



Photo de famille



L'interview du président Réseau International FAR